

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(C.I.L.S.S.)

CONSEIL EXTRAORDINAIRE DES MINISTRES

B I L A N S

. CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 1986/87

. CAMPAGNE AGRO-PASTORALE 1987/88

. PERSPECTIVES

DAKAR, LE 27 NOVEMBRE 1987

S O M M A I R E :

	<u>PAGES</u>
I. INTRODUCTION	1
II. BILAN DE LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 1986/87	2
II. 1. Organisation de la campagne	2
II. 2. Déroulement de la campagne	3
II. 3. Bilan de la campagne	4
III. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRO-PASTORALE 1987/88	6
III. 1. Au niveau régional	6
III. 2. Au niveau des Etats-Membres	9
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	
IV. 1. Conclusions	28
IV. 2. Recommandations	30

A N N E X E S

Tableaux : 1 à 9.

I. INTRODUCTION

En Novembre 1986, le Conseil Extraordinaire des Ministres du CILSS sur le "BILAN DE LA CAMPAGNE AGRO-PASTORALE 1986/87 ET PERSPECTIVES" concluait que :

* Les systèmes Etatiques de commercialisation des céréales locales avaient été peu performants eu égard aux difficultés des Organismes céréaliers liées à l'existence de stocks reports importants, la saturation des capacités de stockage et l'insuffisance des moyens financiers. Cette situation présageait des perspectives de commercialisation peu rassurantes ce, au détriment du pouvoir d'achat des consommateurs et de la motivation des producteurs.

* La physionomie de la campagne agro-pastorale 1986/87 justifiait en partie l'assertion selon laquelle le Sahel est rentrée dans une période favorable et présageait une production céréalière de 3 % supérieure à celle de la campagne précédente ce, malgré le péril acridien et les attaques de multiples ennemis des cultures.

* Les pays Sahéliens avaient la possibilité d'assurer la sécurité alimentaire des populations par la mobilisation des excédents locaux et l'importation de près de 940.000 Tonnes en importations commerciales et aide alimentaire.

Ainsi, face à ce constat dont le défi était la gestion de la relative abondance, il a été demandé de :

- prendre des mesures opportunes pour la relance de l'Agriculture Sahélienne ;

- prendre et/ou renforcer les mesures approfondies pour acheter les céréales locales nécessaires en vue d'un soutien du marché ;

- développer l'organisation de la solidarité sahélienne en matière de sécurité alimentaire notamment pour les échanges triangulaires.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de ces recommandations, des dispositions tant organisationnelle, technique que financière ont été prises par :

- d'une part, les organismes céréaliers pour permettre au secteur public d'être présent sur le marché céréalier

- et d'autre part, les structures compétentes de l'Agriculture et de l'Elevage pour un meilleur déroulement de la campagne agro-pastorale 1987/88.

Le présent document tente de faire le bilan des actions entreprises. Spécifiquement, il s'agira, sur la base des informations collectées par les missions de terrain, de :

- dresser le bilan de la campagne de commercialisation 1986/87, qui, une fois encore, révèle la nécessité d'approfondir la réflexion sur la clarification des missions des organismes céréaliers ;

- faire les prévisions de récoltes dont les perspectives sont généralement bonnes mais meilleures dans les Etats du Sahel Ouest que dans ceux du Sahel Est contrairement à la campagne dernière où la situation était homogène et bonne toutes autres choses restant égales ;

- établir le bilan céréaliier prévisionnel 1987/88 ;

- déterminer les perspectives de la campagne 1987/88.

II. BILAN DE LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 1986/87

II.1. Organisation de la campagne de commercialisation

Au titre de la campagne d'achat, les Organismes Céréaliers et leurs agents de collecte se sont fixés comme objectifs la collecte de 218.953 T (cf tableau n°1). Notons que d'un pays à l'autre, la ponction prévisionnelle a représenté entre 5 et 20 % du surplus mobilisable.

Quoique faible, ce niveau de participation des structures publiques étaient conformes aux moyens disponibles. Il mettait également en exergue le processus de libéralisation de la commercialisation entamé depuis quelques années dans la majorité des Pays Sahéliens.

Ainsi, le secteur privé était supposé jouer un rôle déterminant en mobilisant entre 70 et 80 % de l'offre commercialisable.

En ce qui concerne les importations, les besoins ont été estimés à 948.000 T dont (cf tableau n°2) :

- 616.000 T en importations commerciales et
- 324.000 T en aide alimentaire.

Sur le plan du développement des échanges régionaux, le niveau important des stocks reports au Burkina Faso, au Mali et au Niger offrait à ces derniers la possibilité d'entreprendre avec l'appui des donateurs des opérations d'échanges triangulaires avec certains pays déficitaires à savoir le Sénégal, la Mauritanie et le Cap-Vert.

C'est ainsi qu'une mission de OFNACER s'est rendue respectivement au Sénégal, au Cap-Vert et en Mauritanie dans le but d'explorer les possibilités d'écouler une partie de ses stocks.

Quant au Mali, il a tenté avec le support financier de la France de placer au Sénégal 100.000 tonnes de céréales secondaires.

II.2. Déroulement de la Campagne

Malgré l'adoption de politiques de la libéralisation du commerce des céréales par presque tous les pays du CILSS, l'inflexibilité de la politique des prix persiste. C'est ainsi que sauf à l'OPVN (Niger) et à l'ONC (Tchad), les organismes céréaliers continuent à assumer la double fonction d'encourager les producteurs par l'octroi de prix incitateurs garantis d'une part et assurer aux consommateurs des prix stables et abordables.

Or, dans une région agro-climatique comme le Sahel où la production céréalière peut faire l'objet de fluctuations très fortes d'une année à l'autre (1984/85 contre 1985/86), le ciblage d'un prix officiel s'avère extrêmement difficile voire impossible.

Les expériences vécues par les Organismes Céréaliers dans la mise en oeuvre de cette politique peuvent se résumer comme suit :

a) Prix au producteur

. En période de déficit, les prix officiels au producteur étaient toujours inférieurs aux prix du marché. Les Offices se trouvaient en face des difficultés énormes d'approvisionnement sur le marché national car le producteur préférerait négocier avec le marché parallèle très dynamique. Ainsi les opérations de stabilisation entraînaient le maintien d'un stock public de sécurité important constitué le plus souvent par les importations et le financement du surcoût élevé lié au stockage.

. En période d'abondance, les prix offerts au producteur dépassaient ceux du marché. Il en résultait un dépassement des objectifs d'achat et l'accumulation des stocks trop élevés qui immobilisaient des ressources disproportionnées par rapport aux capacités des Offices. Situation qui minait d'une année à l'autre la capacité d'intervention.

b) Prix à la consommation

. En période de déficit, les prix officiels aux consommateurs étaient inférieurs à ceux du marché. Ces prix offraient une rente de situation aux privilégiés ayant accès aux stocks publics. Situation qui incitait ceux-ci à la spécialisation.

. En période d'abondance, les prix officiels au consommateur étaient supérieurs à ceux du marché. Ceci occasionnait des méventes car un déstockage à des prix réalistes conduisait d'une part à des déficits financiers énormes et d'autre part à une destabilisation du marché.

Par rapport à l'analyse ainsi faite, il ressort clairement que les Organismes Céréaliers ont vécu au fil des années des impasses budgétaires sérieuses pour mener correctement la fonction de stabilisation.

Tant qu'il y avait les ressources nécessaires, les Etats ont accordé des subventions avec souvent l'appui des partenaires extérieurs.

De nos jours, les problèmes économiques obligent les autres à accepter l'opportunité de restructurer les Organismes Céréaliers pour plus d'efficacité voire rentabilité.

II.3 - Bilan de la campagne

2.3.1. Achats locaux

Le secteur public a pu collecter 153.500 T soit 16,21 % des excédents présumés (15 % de la production nette) et 70,11 % des prévisions (cf tableau n° 1).

Comparés aux réalisations 1985/86, on note une baisse de 33,50 % (cf tableau n° 1) imputable entre autres à la faiblesse des moyens financiers, aux difficultés de réalisation des plans de déstockage dont l'exécution conditionnait toute intervention. Il faut signaler également le bon approvisionnement des marchés par le secteur privé et à sa concurrence serrée tant à l'achat qu'à la vente face aux organismes publics de commercialisation.

2.3.2. Importations

a) Importations commerciales

Les importations commerciales réalisées au 30/09/87 sont de 337.600 T. Elles sont essentiellement constituées de riz et de blé pour lesquels les pays Sahéliens sont structurellement déficitaires. La nature des céréales qui composent ses importations et l'importance même de ces dernières mettent en évidence le changement des habitudes alimentaires posant du même coût la problématique de la réhabilitation des productions locales et leur diversification.

Toutefois, au regard des quantités importées en 1985/86 (cf tableau n° 2), on note une réduction sensible qui peut s'expliquer par l'importance des stocks reports tant au niveau du secteur public qu'à celui privé d'une part et par certaines mesures courageuses de protection des marchés nationaux. Il paraît utile de noter également la faiblesse de la capacité d'importations commerciales de la majorité des pays à cause des difficultés économiques, d'où l'importance des aides alimentaires.

b) Aides alimentaires

Des neuf pays du CILSS, seul le Burkina Faso n'a pas demandé de l'aide alimentaire et ceci, malgré l'importance des stocks existants au démarrage de la campagne et de l'existence de nouveaux stocks importants.

Ainsi au 30/09/87, le Sahel a réceptionné près de 536.000 T de céréales soit 36.000 T de plus que la précédente campagne correspondant à 165,43 % des prévisions.

Cette situation s'avère très préoccupante si l'on sait que le bilan de sécurité alimentaire régionale établi en Novembre 1987 faisait ressortir un excédent de 327.000 tonnes soit 61 % des quantités reçues en aide alimentaire.

Ceci pose la problématique de la solidarité sahélienne tant réclamée qui si elle se concrétise pourrait favoriser davantage le processus d'intensification des productions locales et dynamiser les échanges régionaux.

2.3.3. Echanges et ventes

a) Echanges

L'existence d'importants stocks dans certains pays alors que d'autres géraient la pénurie n'a pas servi de levain pour les opérations d'échanges entre les Etats.

Les tentatives du Burkina et du Mali avec le Sénégal, la Mauritanie et le Cap-Vert n'ont pas abouti à des résultats probants.

Les raisons sont nombreuses et très complexes. On pourrait citer entre autres les contraintes liées aux prix pratiqués, aux problèmes de transport, aux réalités du marché international des céréales et aux préoccupations des donateurs.

Il ressort par ailleurs la nécessité de définir la règle du jeu et les mécanismes opérationnels à mettre en place entre partenaires. De façon précise, la réflexion doit porter davantage sur :

- la définition d'un cadre juridique entre donateurs et bénéficiaires ;
- la définition des normes de qualité acceptable par les parties ;
- la détermination d'un prix d'achat (prix du marché ou prix de revient des organismes céréaliers) et le mécanisme de financement ;
- l'identification des besoins d'aides (nature, quantité etc...) ;
- l'identification des partenaires nationaux capables de réaliser les opérations.

b) Ventes

Les ventes ont porté sur 155.929 T, quantités très faibles par rapport aux stocks disponibles. Cette faiblesse est imputable au bon approvisionnement du marché par le secteur privé et à des prix très en-deçà de ceux des organismes publics. Ceci a entraîné à la mévente des stocks disponibles.

Toutefois, il faut noter les efforts importants déployés par ces organismes pour ravitailler les zones reculées et déficitaires. C'est ainsi que dans certains pays, des ventes promotionnelles voire des distributions gratuites ont été faites pour sauvegarder la sécurité alimentaire des plus démunis (cf tableau n° 3).

2.3.4. Situation des stocks

Ils sont de l'ordre de 676.000 T au 31/10/87 donc légèrement en-dessous de ceux de 1985/86 (plus de 700.000 T). A l'analyse, on peut noter un certain réalisme dans le comportement de certains offices qui ont dû délibérément réduire le niveau de leur intervention (Mali - Niger). Pour les autres, le manque de moyens financiers et la mauvaise organisation sont à la base de la faiblesse de leur intervention.

Toutefois, ce niveau de stocks paraît suffisant pour réguler le marché régional sous réserve du déclenchement des échanges. En effet, le niveau des prix pratiqués sur les marchés révèle l'importance des stocks disponibles dans le secteur non public. Par ailleurs, les perspectives de la campagne agricole 1987/88 sont bonnes et annonciatrices d'un bon approvisionnement des marchés.

III. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRO-PASTORALE 1987/1988.

1. AU NIVEAU REGIONAL

La saison des pluies dans le Sahel a été caractérisée cette campagne par un démarrage précoce eu égard à l'importance des précipitations enregistrées déjà fin Mai-début Juin dans la majeure partie des zones agricoles des Etats-membres y compris la frange Sahélienne. Cet événement du reste anormal était dû à une remontée brusque du F.I.T. (1) au 20° Nord, position qu'il occupe normalement en Août-Septembre. Par la suite une période de sécheresse plus ou moins longue selon les zones et les Etats due à un manque et/ou à la faiblesse des pluies a sévi partout, rendant incertaine la suite de la campagne notamment au TCHAD et au NIGER. Ce n'est qu'à partir du mois d'Aout à la reprise des pluies que la saison s'est réellement installée sur le Sahel. Elle a été caractérisée à partir de ce moment dans le Sahel Ouest (à l'exception de la MAURITANIE et des îles Nord du CAP VERT) par des pluies abondantes et régulières, et dans le Sahel Est (de façon très marquée au TCHAD et au NIGER) par des pluies bien souvent faibles à nulles et mal réparties dans le temps et dans l'espace. Le mois de Septembre a été particulièrement pluvieux sur l'ensemble du Sahel mais n'a pu rétablir que partiellement la situation critique qui prévalait dans certaines zones, notamment l'Extrême Nord et l'Est du BURKINA, les îles Nord du CAP-VERT, l'Ouest et l'Extrême Nord de la partie agricole du MALI, le Sud Ouest et le Centre de la MAURITANIE, la majeure partie des zones agricoles du NIGER et du TCHAD et l'Extrême Nord Ouest du SENEGAL. Dans les zones ainsi citées où les semis ont pu être effectués mais désespérément, les pluies tardives d'Octobre et même au-delà (cas des îles Nord du CAP-VERT) enregistrées dans la plupart des Etats du Sahel Ouest, autorisent quelques espoirs.

(1) Front Inter Tropical.

La préparation de la campagne en ce qui concerne notamment les disponibilités en inputs, leurs mises en place et leurs distributions n'a connu des difficultés que pour le Riz et les cultures de rentes. En effet, pour les céréales traditionnelles (Mil, Sorgho, Fonio, Berbére et à un degré moindre Mais) et les Légumineuses (Niébé) les bonnes récoltes des deux campagnes passées ont permis aux producteurs de constituer d'importantes réserves personnelles de semences. De ce fait, les besoins ont pu être largement couverts. Par contre il n'en fut pas de même en ce qui concerne les semences de Riz (sauf en GUINEE-BISSAU) et des cultures de rente, ainsi que les engrais et les pesticides dont les besoins n'ont pu être satisfaits que partiellement en raison de la faiblesse du crédit agricole dans la plupart des Etats-membres et de l'insuffisance des moyens financiers propres des producteurs pour des achats au comptant. Cependant des équipements de traitements phytosanitaires ont été distribués gratuitement dans bon nombre d'Etats en prévision des opérations de lutte contre les acridiens. A signaler enfin la dégénérescence des semences due à leur non renouvellement depuis plusieurs années.

Les travaux agricoles de début de saison (préparation des champs et des lits de semis) ont été exécutés bien souvent avec une certaine précipitation eu égard au démarrage précoce (inattendu) des pluies. Les semis de céréales effectués généralement en sec ont dû l'être en humide dans de nombreuses zones de la partie Sahélienne des Etats-membres à la faveur des pluies précoces de fin Mai-début Juin. Cependant une certaine prudence a été observée quant aux semis des cultures de rente dont les semences étaient achetées en partie (plus ou moins importantes selon les Etats) par les Agriculteurs. De nombreux ressemis ont été notés à la suite de la longue période de sécheresse, et la situation était devenue si critique dans la majeure partie des zones agricoles du NIGER et du TCHAD, dans certaines localités du BURKINA, du MALI et dans les îles Nord du CAP-VERT (San Nicolau et Sto Antão) que les Agriculteurs ont cédé au découragement à certains endroits en abandonnant leurs champs. Par ailleurs dans les Etats du Sahel Ouest, les premiers sarclages de champs de céréales ont souvent coïncidé avec les semis de cultures de rente occasionnant des goulots d'étranglement d'autant plus sérieux que les moyens humains et matériels (houes et semoirs) faisaient défaut.

Le développement des cultures peut être jugé globalement satisfaisant dans les Etats du Sahel Ouest (notamment îles Sud du CAP-VERT, majeure partie de la GAMBIE, de la GUINEE-BISSAU, du SENEGAL et quelques localités au Sud Est et au Centre de la MAURITANIE). Les périodes de sécheresse y ont été bien souvent de courte durée et donc sans incidences sur les cultures. mais l'excès d'eau dans les sols notamment à la levée, l'enherbement excessif et les dégâts causés par les déprédateurs ont gêné parfois le développement des cultures. Par contre dans les Etats du Sahel Est et dans les îles Nord du CAP-VERT, le développement des cultures a connu des moments très critiques dus aux déficits hydriques occasionnés par l'insuffisance, le manque de pluies et l'attaque des déprédateurs dans de nombreuses zones surtout au TCHAD et au NIGER et à un degré moindre au MALI et au BURKINA. Dans ces conditions, l'aspect phénologique des cultures accuse un certain retard qui ne sera pas préjudiciable aux récoltes dans les îles Nord du CAP-VERT où les pluies se poursuivaient encore fin Octobre, contrairement au NIGER et au TCHAD où les pluies se sont pratiquement arrêtées depuis fin Septembre compromettant les récoltes dans la plupart des zones agricoles où les semis ont été très tardifs.

La situation phytosanitaire à l'image de la campagne passée avait fait du problème acridien la préoccupation essentielle. A cet égard les moyens en produits et en équipements ainsi que l'organisation interne et externe des services nationaux de protection des végétaux ont été renforcés. Des attaques assez sérieuses ont été notées à certains moments (après les fortes pluies) dans des zones localisées dans la plupart des Etats, mais la situation a été bien souvent maîtrisée. Au demeurant dans les Etats du Sahel Est les successions de périodes humides et de périodes sèches ont été généralement néfastes à leur développement. Par contre d'autres déprédateurs (inattendus) ont fait leur apparition causant des dégâts assez importants sur les cultures dans certains Etats. Ce sont notamment les pucerons et les cantharides dans les Etats du Sahel Ouest, les chenilles, les borers et les rats dans ceux du Sahel Est. Pour ceux-là également les conditions pluviométriques ont bien souvent été défavorables à leur développement et à leur pullulation. Dans l'ensemble la situation phytosanitaire a été calme dans la plupart des Etats avec des dégâts économiquement peu significatifs.

La situation pastorale est jugée satisfaisante tout au long de la saison. Les pâturages ont connu un bon développement dans l'ensemble mais qui aura été quelque peu tardif dans certaines zones agro-pastorales au NIGER, au TCHAD, au MALI et au BURKINA. Dans ces zones les moments critiques qui se sont situés vers Juin-Juillet ont pu être traversés grâce aux sous-produits agricoles des cultures de contre-saison. Les mouvements de transhumance (descente vers le Sud) ont été assez limités dans la sous-région. A signaler que les pâturages étaient particulièrement abondants partout dans les Etats du Sahel Ouest à l'exception de la MAURITANIE. Les points d'eau se sont partout assez bien reconstitués, et même dans des Etats du Sahel Ouest (GAMBIE et CAP-VERT) certains taris depuis plusieurs années se sont remplis à nouveau. La situation sanitaire a été calme dans l'ensemble et marquée par des campagnes de vaccination habituelles dans la plupart des Etats-membres contre les maladies bovines les plus répandues dans le Sahel (Pasteurellose et charbon notamment).

La situation alimentaire est demeurée bien souvent normale dans la plupart des Etats du fait certainement des bonnes récoltes des campagnes passées. Les stocks assez importants au niveau des offices céréaliers et les aides reçues ont pu permettre de couvrir les besoins des zones déficitaires. Ainsi des distributions gratuites ont été effectuées dans certaines localités de la frange Sahélienne des Etats comme le TCHAD, le NIGER, le MALI, le BURKINA, la MAURITANIE et le SENEGAL où les récoltes ont été médiocres la campagne dernière. Les prix au consommateur ont été maintenus à des niveaux raisonnables tout au long de l'année sauf à certains moments (Juin-Juillet surtout) où ils ont connu des hausses parfois importantes dans certaines zones dues à une réduction des offres de céréales traditionnelles sur les marchés. A ces moments-là, l'incertitude sur la suite de la campagne créée par la longue période de sécheresse, s'est traduite par une augmentation des réserves alimentaires familiales par réduction des quantités mises sur les marchés.

Les perspectives de récoltes sont généralement bonnes mais meilleures dans les Etats du Sahel Ouest que dans ceux du Sahel Est. Dans les premiers, les superficies emblavées en céréales traditionnelles ont presque partout augmenté et les superficies récoltées seront plus importantes que la

campagne dernière car la poursuite des pluies jusqu'en Octobre a permis de sauver la situation dans les zones où elle était encore quelque peu critique. Les rendements des céréales connaîtront globalement une hausse certaine mais en dessous du niveau que la bonne saison pluviométrique aurait pu permettre d'atteindre. En effet, la baisse du niveau d'utilisation des engrais, l'enherbement excessif, l'excès d'eau (localement) et les dégâts causés par les déprédateurs et certaines maladies cryptogamiques ont constitué autant de facteurs limitants pour le développement des cultures. Dans les Etats du Sahel Est par contre, les abandons de champs et le retard plus ou moins important accusé par les cultures dans certaines zones et non rétabli à cause de l'arrêt des pluies pratiquement en fin Septembre, ont certainement réduit les superficies récoltées à un niveau inférieur à celui de la campagne dernière. D'autre part les rendements seront sans doute en baisse eu égard à l'irrégularité et à l'insuffisance des pluies dans bien d'endroits mais aussi aux dégâts causés par les déprédateurs (bien que peu importants dans l'ensemble).

Les prévisions de productions céréalières brutes atteindraient pour l'ensemble du Sahel environs 6.687.000 Tonnes toutes céréales confondues réparties comme suit : 5.395.000 T pour le Mil/Sorgho, 470.000 T pour le Maïs, 668.000 T pour le Riz paddy et 154.000 T pour le Fonio (cf tableau n° 5). Cela correspond à une baisse de 12 % par rapport à la campagne dernière pour laquelle les résultats définitifs sont de 7.593.000 Tonnes (cf tableau n° 6).

La situation alimentaire prévisionnelle fait ressortir un déficit brut de 1.490.000 Tonnes (cf tableau n° 8) auquel il faudrait ajouter les quelques 391.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). Ce déficit global peut être couvert en partie par les stocks report estimés à 675.000 Tonnes et les prévisions d'importations qui atteindraient environs 1.000.000 Tonnes. Dans ces conditions le déficit net se situerait aux environs de 206.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

2. AU NIVEAU DES ETATS-MEMBRES

BURKINA FASO

Les pluies se sont installées tardivement par rapport à la précédente campagne. Jusqu'en fin Mai, les pluies ne permettaient pas un semis correct. Le mois de Juin a connu par la suite une légère amélioration du régime pluviométrique avec une certaine disparité en ce qui concerne les hauteurs d'eau recueillies et la répartition dans le temps. Une sécheresse de 10 à 15 jours a persisté dans la 2ème décade de Juin au Centre, à l'Est et dans le Mouhoun. La pluviométrie du mois de Juillet est similaire à celle de Juin. Le cumul pluviométrique est déficitaire presque partout par rapport à 1986 sauf dans la partie Ouest de l'axe Zorgho-Boulssa. Le mois d'Août a été plus pluvieux comparativement à celui de Juillet mais la répartition reste toujours inégale. La moitié Nord a été mal arrosée accusant de ce fait un déficit alors que la partie Sud est excédentaire par rapport à 1986. Les zones les plus arrosées sont le Sud des ex ORD du Centre (PO), du Centre Est (Tenkodogo), de l'Est (Fada, Pama). On a observé

quelques cas d'inondation dans l'extrême Sud (Hauts-Bassins, Bougouriba). Le mois de Septembre a connu une reprise de l'activité pluviométrique au Nord entre les latitudes de Kaya et Gorom mais les cumuls saisonniers restent dans l'ensemble déficitaires par rapport à la dernière campagne.

La mise en place des intrants agricoles a été une des principales activités des structures d'encadrement durant le mois de Mai. Les besoins en engrais usuels (NPK, Urée, Burkina phosphate) ont été satisfaits à 75 %. Dans l'ensemble, cette activité a été mieux organisée que par le passé. Les semences de céréales sont disponibles partout, seul le cas du Sahel pouvait être préoccupant car si les aléas climatiques entraînaient de nombreux ressemis, les disponibilités pouvaient s'épuiser. En matière de pesticide, les besoins ont été entièrement satisfaits. Seuls les ex ORD du Centre Ouest et du Centre ont rencontré des difficultés liées aux modalités de paiement (paiement au comptant).

Les semis ont débuté en Mai dans les zones humides (Comoé, Hauts-Bassins, Mouhoun, Bougouriba) avec un faible taux de réalisation durant ce mois. Ils se sont poursuivis en début Juin, puis ont été retardés par des trous de sécheresse. Jusqu'au 31 Juillet, ils se poursuivaient encore, s'étalant ainsi sur une période de deux mois.

Le développement végétatif des cultures dans son ensemble a été perturbé par les importants trous de sécheresse qui ont jalonné le mois de Juillet donnant ainsi une situation hétérogène suivant les différentes régions. En fin Juillet au Nord, l'état végétatif est hétérogène, le centre présente un bon aspect mais des trous de sécheresse localisés ont entraîné un flétrissement de quelques plantes, à l'Ouest le retard est très marqué par rapport à la campagne écoulée. L'état des cultures restent toujours hétérogène dans le courant du mois d'Août. Les stades de développement vont de la levée à l'épiaison et dans l'ensemble sont en retard par rapport à 1986. La recrudescence des pluies du mois de Septembre a permis une légère reprise du développement des différentes cultures. Au Sud et au Sud Ouest, l'état végétatif des cultures est satisfaisant. Au Nord, le stade de développement est hétérogène. On y observe quelques brûlures de plantes ou flétrissement dans certains secteurs.

La situation phytosanitaire est beaucoup moins grave qu'en 1986. Seulement 30.000 Ha ont été traités durant cette campagne contre 800.000 Ha l'année dernière. Les premières éclosions de sauteriaux de faible densité ont apparus dans la région Nord notamment au Yatenga, au Sahel (Sebba, Dori, Djibo) et au Centre Nord Bourzanga au début du mois de Juin. Les superficies attaquées étaient à l'époque estimée à 3.700 Ha. Le problème acridien est resté ensuite calme jusqu'en Août quand on a observé les apparitions de sauteriaux de plus forte densité dans les bas-fonds de l'ORD de l'Est. Ces attaques ont concerné les provinces de la Tapoa et du Gourma. La situation a cependant été maîtrisée. Le problème des chenilles a été tout aussi préoccupant. Il a été aggravé par la sécheresse observée au cours du mois de Juin. Les zones concernées sont Tougan, Kassoum et Mouhoun dans les Hauts-Bassins, Kologh-gogo au Centre Ouest, Ouargaye au Centre Est et presque partout dans le Yatenga. En Septembre, on a observé des attaques de Raghava sur le Mil à Kaya Est et Kaya Ouest qui pourraient fortement affecter les rendements. En résumé, on peut dire que grâce à un niveau d'attaque relativement faible et à une meilleure organisation de l'intervention qui a impliqué la participation massive des paysans, les

effets du problème phytosanitaire sur la production vont être considérablement réduits.

La situation sanitaire du cheptel est restée satisfaisante. Quelques foyers isolés de faible amplitude de charbon bactérien, de péripneumonie bovine et de pasteurellose ont été observés çà et là dans certaines provinces mais ont été vite circonscrits. La préoccupation majeure a porté sur la persistance de la dermatose modulaire signalée depuis Juillet dans les provinces situées à l'Ouest du pays (Houet, Comoé, Mouhoun, Bougouriba). Les interventions se poursuivent. Sur le plan de l'alimentation, le Nord n'a pas connu une bonne reconstitution du pâturage et des points d'eau ; par contre l'abreuvement et l'alimentation du cheptel ne poseront pas de problème au Sud. Il y aura probablement nécessité d'approvisionner le Nord en sous-produits agro-industriels.

L'appréciation de la présente campagne fait ressortir que les rendements vont probablement être inférieurs à ceux de l'année dernière. Des superficies semées et récoltables vont également baisser à cause de nombreux abandons particulièrement dans le Nord. La production de Maïs va être beaucoup affectée dans cette partie du pays, surtout à l'Extrême Nord. Les rendements seront moyens à médiocres au Centre. Au Sud Est et au Sud Ouest, la production sera bonne. Le Yatenga va être exceptionnellement bon contrairement à la campagne passée. La meilleure zone de production sera la Sissili. La province du Ganzourgou va être totalement déficitaire.

La production céréalière brute totale est estimée à 1.640.000 Tonnes dont 1.480.000 T pour le Mil/Sorgho, 130.000 T pour le Maïs, 22.000 T pour le Riz Paddy et 8.000 T pour le Fonio (cf tableau n° 5). Comparativement à la campagne dernière, cela correspond à une diminution de 15 % (cf tableau n° 6).

De la situation alimentaire prévisionnelle, il se dégage un déficit brut de 248.000 Tonnes (cf tableau n° 8) venant s'ajouter aux 50.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). La couverture de ce déficit global peut être assurée en partie par les 90.000 Tonnes de stocks report et les 70.000 Tonnes de prévisions d'importations. Cela situerait alors le déficit net à 138.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

CAP-VERT

Les premières pluies assez faibles et localisées ont été observées dans la 3ème décade de Juillet à Santiago et à Fogo. Mais la saison ne s'est installée effectivement que vers la fin de la 1ère décade d'Août c'est -à-dire une vingtaine de jours plus tôt que celle de l'année dernière. Des pluies généralisées ont été alors enregistrées dans l'ensemble des îles agricoles du pays. Une période de sécheresse a suivi ayant duré une dizaine de jours dans les îles Sud (Santiago, Fogo, Brava et Maio) et un mois et plus dans les îles Nord (San Nicolau et Sto Antão). Les pluies ont repris vers fin Août en étant très abondantes et régulières dans les îles Sud et assez faibles encore dans les îles Nord. Les pluies se poursuivaient encore durant le mois d'Octobre avec des hauteurs importantes enregistrées surtout dans les îles Nord où la saison se termine habituellement plus tard. Jusqu'à fin Octobre, les premiers signes marquant la fin de la saison n'étaient toujours pas perceptibles à Santiago et à Fogo et des pluies

étaient encore attendues. La présente saison des pluies a donc connu un démarrage plus précoce et une fin plus tardive que celle de l'année passée et avec en plus une meilleure répartition spatio-temporelle.

Les engrais sont peu ou prou utilisés habituellement. Les besoins en semences (Maïs et Légumineuses) ont été largement couverts partout sauf à Sto Antão pour les légumineuses grâce aux importantes réserves personnelles constituées par les producteurs suite aux bonnes récoltes de la campagne dernière. Cependant dans quelques rares zones des achats complémentaires au comptant ont été effectués mais plutôt sur les marchés locaux et auprès des privés qu'auprès de "Formento Agro-Pecuario (FAP)" dont les prix étaient nettement supérieurs et la qualité jugée moins bonne.

La préparation des champs a été effectuée à temps presque partout et l'essentiel des semis ont été réalisés quasi exclusivement en sec donc avant les premières pluies à Santiago et San Nicolau. Les semis en humide observés localement à Fogo se sont généralisés avec les pluies de la 1ère décade d'Août intéressant également les autres îles. De nombreux ressemis ont été notés dans des zones localisées de Sta Catarina (Santiago) sur quelques 800 Ha du fait de dégâts de sauteriaux mais surtout dans les îles Nord suite à la longue période de sécheresse qui y a sévi.

Le développement des cultures est jugé bon dans l'ensemble car les conditions pluviométriques ont été partout favorables tout au long de la campagne. Les légumineuses présentent un état végétatif normal au contraire du Maïs qui accuse un retard assez important dans certains endroits notamment les zones d'altitude (plus de 400 m) à cause de l'excès d'humidité et de l'insuffisance de l'insolation, les pentes du fait de l'érosion qui a occasionné un décapage de la couche superficielle des sols et les a appauvri d'avantage, mais également les zones à sols argileux où l'excès d'eau à la levée a été néfaste aux cultures.

La situation phytosanitaire a été assez bien maîtrisée et les dégâts limités dans l'ensemble. Elle a été surtout marquée par d'importantes éclosions de sauteriaux (OSE) et par des infestations massives de punaises vertes (*Nezara viridula*) et de pucerons (*Aphis viricula*). Les sauteriaux ont sévi surtout à Santiago (conseils de Sta Catarina, Praia et Tarnafal) sur environs 25.000 Ha à une densité dépassant en moyenne 1.000 L/m², à Boavista sur 60 Ha à une densité moyenne de 40 L/m² et à Fogo sur 30 Ha à une densité de 20 L/m². Des interventions rapides de la Division de la Protection des Végétaux (DPV) dans les zones à grandes pontes identifiées la campagne dernière, et les conditions climatiques défavorables ont permis de limiter les dégâts qui furent cependant assez sérieux dans des zones localisées de Sta Catarina (Santiago) sur environs 800 Ha de Maïs. Les Punaises vertes ont été observées à densités élevées à Santiago, Fogo, Brava et récemment Sto Antão causant des dégâts assez importants sur le Niébé. Ainsi les premières récoltes (les plus importantes) ont été pratiquement compromises dans l'île de Santiago exception faite du Conseil de Sta Catarina et à un degré moindre celui de Sta Cruz, et probablement dans les zones Nord de l'île de Fogo. Les opérations de lutte ont été menées par les paysans eux-mêmes dans les zones contrôlables en leur facilitant l'acquisition des produits à crédit, l'équipement étant gratuit ; et par la DPV dans les zones critiques. La situation est redevenue normale actuellement. Des attaques de moindre importance d'autres déprédateurs ont été signalées dont notamment les chenilles d'*Heliothus* à Santiago avec

dégâts possibles sur jeunes gousses de légumineuses, les pucerons à Santiago et Fogo sur toutes les cultures "prédatées" par les coccinelles.

La situation pastorale a été satisfaisante dans l'ensemble. Les bonnes pluies de l'année passée ont engendré de bons pâturages, de bonnes récoltes de Maïs (compléments alimentaires) et la reconstitution de nombreux points d'eau dont certains avaient tari depuis plusieurs années. Ainsi l'alimentation et l'abreuvement du cheptel ont pu être assurés correctement pendant tout le premier semestre. Au début du 3^e trimestre, les pluies précoces de fin Juillet-début Août ont permis une régénération des ressources alors en voie d'épuisement. L'état du cheptel est jugé bon car marqué seulement par quelques petites maladies (pasteurellose, charbon et tuberculose...) liées à l'Élevage intensif pratiqué au CAP-VERT. Des campagnes de vaccination habituelle contre la peste porcine, le charbon symptomatique (5.000 têtes bovins environs) et la maladie de Newcastle (volailles) ont été menées dans les zones de grande concentration. L'offre de bovins et de caprins a regressé sur les marchés (rétention pour reproduction) et les prix ont augmenté en conséquence. Par contre, l'offre de porcins et de volailles est en constante augmentation faisant évoluer les prix à la baisse.

L'appréciation des perspectives de récolte fait ressortir que dans les îles agricoles du pays les emblavures ont débordé sur les zones de pâturages et de reforestation faisant croître sensiblement les superficies totales emblavées en Légumineuses dans le Conseil de Tarrafal et à Sto Antão. IL est important de noter que contrairement aux autres campagnes, les superficies susceptibles d'être récoltées sont en augmentation et de façon remarquable à Maio. Les rendements de Maïs devraient se situer généralement aux mêmes niveaux que la campagne passée et même à un niveau inférieur dans les zones défavorables déjà signalées. Par contre, les rendements de Légumineuses pourraient être en légère augmentation partout si les attaques de déprédateurs ne s'aggravent pas par la suite. En conséquence, les productions seront certainement en hausse pour toutes les cultures mais de façon moins importante pour les légumineuses comparativement à la campagne dernière.

Les prévisions de productions brutes atteindraient 20.000 T pour le Maïs et 8.000 T pour les Légumineuses (cf tableau n° 5). Cela correspond respectivement à des augmentations de 67 % et de 33 % par rapport à la campagne dernière (cf tableau n° 6).

La situation alimentaire prévisionnelle fait état d'un déficit brut de 57.000 Tonnes (cf tableau n° 8) en plus des 18.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks cf tableau n° 9). La couverture qui pourrait permettre les 18.000 Tonnes de stocks report et les 55.000 Tonnes de prévisions d'importations situerait le déficit net à quelques 2.000 Tonnes cf tableau n° 9).

GAMBIE

La saison des pluies a connu un démarrage précoce dans l'Est et quelque peu tardif dans l'Ouest et notamment le Western Division (WD). Les premières pluies ont été enregistrées en Mai, surprenant les paysans habitués à la

suite des dernières années de sécheresse à un démarrage au plus tôt vers mi-Juin. Elle a été marquée ensuite par une période de sécheresse vers fin Mai-début Juin qui aura été plus ou moins longue selon les localités mais surtout très marquée dans le W D et le Lower River Division (LRD). Les pluies n'ont repris que vers la fin de la 1ère décennie de Juin marquant ainsi l'installation définitive de la saison. Par la suite, elles ont été régulières, très abondantes et bien distribuées dans l'espace ne connaissant que quelques pauses de courte durée sans incidences majeures. La saison se poursuivait encore à la 2è décennie d'Octobre et le cumul saisonnier à la fin de la 1ère décennie atteignait déjà partout celui de l'année dernière à la même période et le dépassait de façon assez notable dans l'Ouest, ainsi que la Normale 51-80 qu'il dépassait également légèrement dans l'Est.

Les besoins en semences de céréales traditionnelles (Mil, Sorgho, Fonio) ont été largement couverts grâce à d'importantes réserves personnelles issues des bonnes récoltes des campagnes passées. Par contre les besoins en semences de Riz, de Maïs, d'arachide et en divers types d'engrais n'ont été que partiellement satisfaits du fait que les acquisitions ont été fortement limitées par la faiblesse du crédit et des moyens financiers propres des producteurs. Seulement quelques 108 T de semences et 250 T d'engrais céréales ont pu être mises en place par la Direction de l'Agriculture auprès des champs communautaires alors que la "Gambia Co-operative Union" (G.C.U.) a octroyé à crédit aux coopératives remplissant les conditions requises 1.710 T de semences Arachide, 1.778 T d'engrais Arachide, 1.293 T d'engrais Céréales, 84 T d'urée et 10 T de Fongicides.

Les travaux de préparation des champs (défrichage) étaient en cours dans la plupart des zones agricoles de la partie Est du pays et avaient à peine démarré dans celles de la partie Ouest à la tombée des premières pluies. Malgré tout, les semis ont pu être effectués à temps (de justesse) dans le "North Bank Division" (NBD), le "Mc Carthy Island Division" Nord et Sud (MID) et dans une partie du "Upper River Division" URD et du LRD. Ailleurs notamment dans le W D les semis ont été tardifs et leur poursuite jusqu'en Août a empêché de tirer profit au maximum des premières pluies. Des goulots d'étranglement assez sérieux sont apparus lors des premiers sarclages des champs de céréales et des semis de cultures de rente (arachide notamment). En effet l'enherbement excessif ainsi que l'insuffisance et la vétusté des équipements de culture attelée (houes sines et semoirs) ont constitué des facteurs limitants importants partout, sauf dans le M I D Sud, le North Bank Division (NBD) et le URD. Les récoltes toutes cultures étaient assez avancées dans le NBD, le MID Sud, le MID North, le URD et une partie du LRD où les pluies d'Octobre sont devenues néfastes dans la mesure où elles empêchent le séchage des épis de céréales en vue de leur bonne conservation.

Le développement des cultures est jugé bon tout au long de la campagne bien que gêné partout par l'enherbement incontrôlé, par l'insuffisance d'engrais notamment sur l'arachide, le Maïs et le Riz et par l'excès d'eau parfois. Les semis tardifs dans le WD sont en cours de maturation avancée et en principe dans toutes les zones les cultures devraient bénéficier de conditions hydriques favorables pour boucler leur cycle.

La situation phytosanitaire est bien maîtrisée dans l'ensemble grâce à une bonne organisation et à l'accroissement des moyens du Service de la Protection des Végétaux (CPS) mais aussi grâce à la précocité de l'hivernage qui a permis aux cultures d'atteindre des stades de développement très avancés au moment des attaques de déprédateurs. Les dégâts sont en général peu importants malgré de nombreuses attaques particulièrement en début de saison avec les chenilles défoliatrices sur l'arachide et le Mil à la levée dans le NBD, l'*Amsacta* sp sur le Mil et le Mais, le *Spodoptera* sur le Riz, le Mais et le Mil partout dans le Centre et l'Est du pays. En cours de saison les borers et surtout les cantharides sur Mil, Mais, Sorgho et Riz en floraison ont fait leur apparition de façon massive surtout dans le WD et le LRD. À signaler que de sérieuses attaques de sauteriaux ont été observées en Août mais ont été vite neutralisées grâce à des traitements aériens effectués sur la végétation naturelle avoisinant les champs de culture. Des traitements aériens cette fois préventifs ont eu lieu en octobre et porteraient sur quelques 11.200 Ha dans le MID, le URD, le LRD et 20.800 Ha dans le NBD et partie du LRD et du WD. Des cas de Mildiou et de Striga sont signalés çà et là mais sans gravité. Des menaces persistent en ce qui concerne les cantharides et les oiseaux granivores.

La situation pastorale est jugée satisfaisante dans l'ensemble du pays car les pâturages ont connu un bon développement et la santé animale est normale malgré la peste des petits ruminants observée dans le MID Sud. Des campagnes de vaccination ont été menées de Décembre 1986 à Mars 1987 ayant permis de limiter les risques de peste bovine. Les mouvements de transhumance entre la Casamance d'une part, le MID et le URD d'autre part se sont réduits à la faveur des bonnes perspectives pour l'alimentation et l'abreuvement du cheptel.

Les superficies et les rendements devraient être en augmentation pour toutes les cultures sauf le riz irrigué et le Mais. Il a été noté une certaine désaffection des paysans par rapport à ces deux cultures du fait de la faiblesse du crédit de campagne et des moyens financiers propres des agriculteurs pour des achats au comptant. Toutefois, les performances exceptionnelles attendues pour certaines cultures eu égard à la bonne saison des pluies, risquent d'être compromises en partie par l'enherbement incontrôlé et la baisse du niveau d'utilisation des engrais.

Les prévisions de productions céréalières brutes font état de quelques 139.000 T toutes céréales confondues (cf tableau n° 5) contre 102.000 T l'année passée soit une augmentation de 36 % (cf tableau n° 6). Elles se répartissent en 85.000 T de Mil- Sorgho, 18.000 T de Mais, 35.000 T de Riz et 1000 T de Fonio et autres céréales (cf tableau n° 5).

La situation alimentaire prévisionnelle situe le déficit brut à quelques 13.000 Tonnes (cf tableau n° 8) en plus des 8.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). Ce déficit global peut être couvert par les stocks report estimés à 12.000 Tonnes et les prévisions d'importations qui atteindraient 40.000 Tonnes. Il se dégagerait alors un excédent net d'environ 31.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

GUINEE-BISSAU

La saison des pluies a démarré avec un léger retard au Nord (Zone I) et à l'Est (Zone II) avec des pluies faibles et irrégulières en Juin et Juillet. A partir d'Août les pluies sont devenues très abondantes et plus régulières sur l'ensemble du pays et la saison peut être jugée globalement satisfaisante du fait surtout d'une meilleure répartition spatio-temporelle que la saison dernière. Des pluies étaient encore observées à la 1ère décade d'Octobre et le cumul saisonnier à cette période atteignait celui de l'année dernière mais restait inférieur à la Normale partout dans le pays.

Les importantes réserves de semences personnelles de Mil, Sorgho et Fonio dans tout le pays ont permis de satisfaire les besoins. Il en fut de même pour les semences de Riz dans la Zone Sud. Ailleurs les besoins en semences de Riz estimés à quelques 527 T et de Mais estimés à 29 T n'ont été couverts qu'à environs 85 % grâce non seulement aux réserves personnelles mais aussi et surtout aux octrois à crédit consentis au taux de 10 % et portant sur 142 T de Riz et 14 T de Mais. La pénurie d'engrais céréales et en conséquence les prix très élevés pratiqués, ont limité leur utilisation à environs 10 % des besoins réels. Les besoins en pesticides ont été très peu satisfaits également pour les mêmes raisons.

Les semis des cultures pluviales ont connu un certain retard dans la zone Est à cause de la faiblesse et de l'irrégularité des pluies au moment opportun (Juin-Juillet). De ce fait, les semis et ressemis se poursuivaient encore dans cette zone en Août au même moment où s'effectuaient les premières récoltes de Mais. Cela a occasionné des goulots d'étranglement ayant entraîné parfois des abandons de semis. Le repiquage du Riz dans la zone Sud et dans les îles Bijagos s'est effectué également avec un retard inhérent à l'excès d'eau dans les rizières profondes et dans les mangroves.

Le développement de toutes les cultures a été bon dans l'ensemble et pour le Riz il a été bien meilleur dans les parcelles à engrais. Quelques stress hydriques sur jeunes plants ont été observés vers fin Juin-début Juillet dans la zone Est mais avec une reprise satisfaisante par la suite en Août. Le Riz repiqué tardivement nécessite des pluies jusqu'à la 2ème décade d'Octobre pour limiter les risques de brûlures des jeunes plants par l'excès de salinité dans les rizières et les mangroves. Les perspectives à ce sujet semblaient bonnes. A la fin de la 1ère décade d'Octobre, les récoltes de Mais et de Riz pluvial étaient très avancées et même terminées à certains endroits alors que le Mil, le Sorgho et le Riz dans les rizières d'eau douce sont en maturation avancée et les récoltes déjà entamées à certains endroits.

La situation phytosanitaire a été dominée début Juillet par l'infestation des sauteriaux dans les zones Nord et Est du pays sur quelques 37.000 Ha constitués essentiellement par les jachères et les forêts. Les régions les plus affectées furent Oio (40.000 Ha avec 30 à 40 ind/m²) Bafata (35.000 Ha avec 15 à 50 ind/m²), Cacheu (10.000 Ha avec 15 à 60 ind/m²) et Gabu (2.000 Ha avec 15 à 30 ind/m²). La situation est certes maîtrisée mais pas complètement et des menaces persistent pour les cultures en maturation. Une invasion de chenilles a été observée dans les pépinières de toutes les cultures avec 100 à 120 ind/m². Vers fin Septembre-début octobre, une

apparition massive de cantharides est signalée sur le Mil et le Sorgho ainsi que des attaques de "Nymphyla" sur le Riz de mangroves dans les localités de Bissau, Mansoa, Niakra et Binar. Des prospections et des traitements étaient en cours.

La situation pastorale est jugée meilleure que l'année dernière avec de très bons pâturages et une bonne reconstitution des principaux points d'abreuvement du cheptel venant renforcer le vaste programme de puits pastoraux. En conséquence, la transhumance à partir des secteurs de Pirada et Sonaco vers la Casamance et vice-versa a été fortement réduite. Des campagnes de vaccinations ont été menées contre le Charbon (symptomatique et bactérien) dont des foyers isolés ont été détectés. Toutefois les instruments vétérinaires de diagnostic des maladies font grandement défaut et limitent l'ampleur des prospections.

Les superficies sont en augmentation pour toutes les cultures sur l'ensemble du pays et de façon notable pour le Maïs et le Sorgho dans les zones Nord et Est. En effet, les bonnes perspectives de commercialisation du fait de la libéralisation ont créé un certain engouement pour les activités agricoles. Les rendements devraient être meilleurs que 1986 pour toutes les cultures dans la majeure partie du pays à l'exception des zones Nord et Est où la mauvaise configuration de la saison des pluies, les semis tardifs ne permettraient que des rendements au plus comparables à ceux de 1986. En conséquence, les productions seront globalement en augmentation par rapport à 1986.

Les prévisions de productions prévisionnelles font état de quelques 242.000 Tonnes de céréales dont 156.000 T de Riz et 86.000 T de céréales traditionnelles (Mil, Sorgho, maïs et Fonio)(cf tableau n°5). Comparées aux 200.000 T de 1986, l'augmentation atteindrait 21 %.(cf tableau n°6)

La situation alimentaire prévisionnelle fait apparaître un excédent brut de 53.000 Tonnes(cf tableau n°8). En tenant compte des prévisions de reconstitution de stocks pour quelques 20.000 Tonnes (cf tableau n°9), des stocks report estimés à 41.000 Tonnes et des prévisions d'importation qui pourraient atteindre 20.000 Tonnes, l'excédent net se situerait à environs 94.000 Tonnes(cf tableau n°9).

MALI

Les premières pluies utiles ont été enregistrées à Koutiala à partir de la 2ème décade du mois de Mai. Mais il faudra attendre la fin de ce mois pour qu'elles se généralisent dans toute cette partie Sud du pays. A l'exception des 6è et 7è régions, plusieurs zones agricoles notamment celle du Sud, zone CMDT sauf Bougouni au Sud Ouest (OHV), Centre Ouest (ODIPAC, ODIB), Nord Ouest (Karta), centre (Ségou, Dioro, Markala) du plateau Dogon et du Seno Mango (Bandiagara, koro) ont été bien arrosées durant les deux premières décades de Juin. Entre la première décade du mois de Juin et la fin de la 2ème décade du mois de Juillet, une période de sécheresse a suivi et a été ressentie dans tout le pays mais en particulier dans les zones Sahéliennes du Nord de Kayes et les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao. Les pluies ont repris à partir de la 3ème décade de Juillet et jusqu'à la première décade de Septembre, elles furent abondantes. Le Mois de

Septembre n'a pas suffisamment répondu à l'attente en raison de l'insuffisance des pluies et de la mauvaise répartition. L'allure des pluies du début du mois d'Octobre laisse entrevoir la fin de l'hivernage. Plusieurs localités des zones Sahéliennes (Mopti, Nioro) n'ont enregistré aucune pluie après le 22 Septembre contrairement à l'année dernière. En résumé, on retiendra que la pluviométrie de cette campagne a été moins bonne que celle de l'année dernière. Le cumul des hauteurs de pluie tombée du 1er Mai au 30 Septembre 1987 est inférieur à celui de 1986 au niveau de la plupart des stations pluviométriques. A Gao, Tombouctou, Mopti et Ségou, les déficits sont même très importants et varient entre 40 et 72 %.

La préparation de la campagne a été effectuée dans les normes. Aucune difficulté particulière n'a été signalée dans l'approvisionnement des intrants agricoles (engrais, fongicides, matériel agricole). La campagne a bénéficié d'une abondante disponibilité en semence à cause de la bonne production de la campagne précédente. Les travaux agricoles ont par contre été particulièrement pénibles. La préparation des champs a été effectuée à temps dans la plupart des zones agricoles mais les semis se sont étalés sur une très longue période. Ils ont débuté en zone Sud depuis la fin du mois de Mai ; ils se sont généralisés de façon localisée dans toute les zones agricoles dès la deuxième décennie de Juin compte tenu de l'état de la pluviométrie. Les semis et ressemis se sont poursuivis jusqu'en mi-Juillet. Les premiers semis étaient au stade de levée-feuilles pendant que se poursuivaient des ressemis de Mil-Sorgho et Mais dans les localités comme Bougouni.

Le développement des cultures a présenté tout au long de la campagne une physionomie assez hétérogène. En fin Août les cultures de Mil, Sorgho issues des semis précoces dans la zone Sud, Sud Ouest, Centre Ouest et dans des localités de la région de Mopti et au Kaarta étaient au stade de montaison et début épiaison. Par contre celles issues des nombreux ressemis et semis tardifs à partir de la 3ème décennie de Juillet étaient encore au stade de levée-feuille, tallage et même début montaison pour le Mil. En fin Septembre on pouvait observer tous les stades phénologiques au niveau des différentes spéculations : tallage, montaison, épiaison, floraison, maturation. Dans l'ensemble le développement des cultures est jugé moyen. Cependant le Mais a beaucoup souffert et cela dans la zone de plus grande production potentielle (zone Sud).

La situation phytosanitaire a été dominée par le problème acridien. Les prospections d'oothèques organisées depuis Mai 1986 avaient permis de préciser la distribution et l'importance des zones infestées même si les traitements avaient été insuffisants. Sur cette base, des objectifs de traitement ont pu être fixés pour cette campagne. C'est ainsi que dans une première phase (Mai-Juillet) 175.000 ha devaient être traités dont 75.000 ha par les paysans et 100.000 ha par voie aérienne. Au cours de cette phase, seulement 7.665 Ha ont été traités dont 5.340 par avion. Dans une deuxième phase, les objectifs portaient sur un traitement essentiellement aérien de 350.000 Ha d'Août à Octobre. En fin septembre 161.000 Ha avaient été traités. Les interventions ont concerné les zones Nord Bamako (Mourdiah, Nara, Dilly) Kayes, Yelimané, Mopti (Sangho, Dourou). C'est surtout à Yelimané qu'on observe les plus fortes densités de sauteriaux (20 à 30/m²) dont les espèces dominantes sont des "*Oedaleus senegalensis*", des "*Locusta migratoria*", des "*Schistocerca gregaria*". La situation qui avait connu un regain d'activité durant la deuxième phase a été relativement plus calme

qu'au cours de la précédente campagne. Actuellement, ce sont les pullulations de sauteriaux observées le long de la frontière Mauritanienne qui font l'objet de préoccupations. Cependant, des opérations conjointes de lutte Mali-Mauritanie sont en cours à partir des bases de Nara, Nioro (Mali) et Djigueni (Mauritanie). En dehors du problème acridien, la campagne a connu aussi d'importantes attaques de chenilles dans les zones Soudano-Guinéennes et pour lesquelles aucune méthode de lutte n'est actuellement au point.

En 1986-87 les pâturages ont vite donné un signe d'épuisement. les différents terroirs donnaient satisfaction dans tout le pays jusqu'en Novembre, date à laquelle les premiers mouvements ont été enregistrés. Durant la période de soudure, les pâturages du Sud étaient épuisés par suite de concentration d'animaux et de feux de brousse. Dans la boucle du Niger, les pâturages étaient réduits aux bourgouttières de la frange fluviale et aux herbacées des bas-fonds et des Oueds. A présent les grands points de concentration sont les terroirs situés le long de la frontière Mauritanienne, les parcours des zones frontaliers d'Ansongo et les différentes plaines du Delta. Au cours de cette campagne hivernale le développement des pâturages avait été entravé au début par l'irrégularité des pluies. Mais depuis Mi-Juillet on a assisté à une amélioration nette de la situation des pâturages et une reconstitution des mares. La situation sanitaire du cheptel est demeurée relativement bonne. Elle a été marquée par quelques foyers de peripneumonie bovine, de charbon bactérien, de charbon symptomatique et de pasteurellose qui ont été vite circonscrits. La peste bovine connaît une accalmie mais demeure cependant une préoccupation dans le cadre de la campagne panafricaine qui devra démarrer avant la fin de l'année.

Il ressort de l'analyse des données que la présente campagne va être certainement moins bonne que la précédente. Les superficies et rendement des cultures sèches vont surement diminuer par rapport à l'année dernière. la production sera moyenne au Sud, au Sud Ouest, au Centre Ouest du pays et en partie à Nioro, Nara, au Kaarta et à Banamba. Ailleurs le résultat de la campagne n'est pas bonne et est même mauvaise à certains endroits en particulier à Kayes Nord, Yelimané, Ségou, Tomiman dans la quasi totalité des régions de Mopti, Tombouctou et Gao, à l'exception de Koro, Bankass et Bourem. La riziculture à l'exception de l'office du Niger et des Casiers accusent une augmentation des superficies semées qui se traduira malheureusement par une

diminution de la production en raison de la faiblesse des crues et des inondations. La sécurité alimentaire des populations du Delta et des vallées de la boucle du Niger devient déjà préoccupante.

Les prévisions de production évaluées par le dispositif de l'enquête DNSI-DNA seront de l'ordre de 1.482.000 T de céréales dont 1.133.000 T de Mil/Sorgho, 143.000 T de Maïs, 189.000 T de Riz paddy et 17.000 T de Fonio (cf tableau n° 5). La production est en diminution de 16 % par rapport à la campagne dernière (cf tableau n° 6).

La situation alimentaire prévisionnelle dégage un déficit brut de 12.000 Tonnes (cf tableau n° 8) s'ajoutant aux 80.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). Ce déficit global est en totalité couvert par les stocks report estimés à quelques 151.000 Tonnes et

par les prévisions d'importations qui pourraient atteindre 90.000 Tonnes. Il en résulterait un excédent net qui se situerait à quelques 149.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

MAURITANIE

Après les pluies particulièrement précoces et inattendues de début juin, une longue période de sécheresse s'est installée sur l'ensemble du pays s'étendant jusqu'à la 2ème décade de Juillet dans le Sud Ouest et la 3ème décade dans le Centre. Les premières pluies généralisées marquant l'installation définitive de la saison n'ont été enregistrées que dans la 1ère décade d'Août mais elles étaient bien souvent faibles à nulles et de surcroît mal réparties dans l'espace. Cette situation persistera encore tout le reste de la saison sur l'ensemble des zones agricoles du pays à l'exception de l'Assaba, du Trarza, du Brakna, du Tagant et du Gorgol où des hauteurs d'eau assez importantes ont été notées en Septembre. La saison des pluies se poursuivait encore dans certaines localités à la 2ème décade d'Octobre mais avec des quantités toujours faibles. En conséquence, le cumul saisonnier était à cette période déficitaire partout aussi bien par rapport à la Normale que par rapport à l'année dernière.

La mise en place des facteurs de production aurait accusé dans certaines régions un retard inhérent aux difficultés de transport. Dans les zones où les premiers semis de céréales traditionnelles ont été effectués précocement et de façon quelque peu précipitée, les réserves personnelles de semences ont permis de couvrir les besoins. Ailleurs notamment dans le Hodh El Gharbi, l'Assaba, le Guidimaka, le Gorgol et le Brakna des distributions d'appoint de semences sélectionnées ont été nécessaires. Par contre les engrais ont fait grandement défaut et les doses utilisées ne cessent de baisser d'année en année. Les pesticides et les équipements et matériels de traitement phytosanitaire étaient en quantités suffisantes grâce au concours des donateurs.

Les premiers semis effectués exceptionnellement en humide à la faveur des pluies précoces de Juin dans quelques localités situées dans le Gorgol et le Guidimaka n'ont pu résister à la période de sécheresse. Il en fut de même pour les semis en sec effectués dans les deux Hodhs. De ce fait, de nombreux ressemis ont eu lieu et ce jusqu'à fin Août donc très tardivement dans certaines zones de l'Ouest, du Sud Ouest et des deux Hodhs. Dans les périmètres irrigués de la SONADER, le repiquage du Riz a accusé également un certain retard dû au niveau insuffisant des cours d'eau du fait de la faiblesse et de l'irrégularité des pluies.

Le développement des cultures accuse dans la majeure partie des zones agricoles un retard d'importance variable. Si pour les semis effectués tardivement cela est normal, par contre pour les premiers semis de fin Juillet-début Août dans le Sud Est, il ne peut se justifier que par des stress hydriques intermittents dûs à l'insuffisance et à l'irrégularité des pluies. malgré tout, les pluies d'Octobre devraient juste permettre à la plupart des cultures de boucler leur cycle, ce qui paraissait encore peu probable en Septembre.

La situation phytosanitaire a été généralement bien maîtrisée grâce aux importants moyens mobilisés avec le concours des donateurs. Cependant, elle a pu susciter à certains moments quelques inquiétudes du fait particulièrement des sauteriaux. Des éclosions de grande envergure ont été observées de façon intermittente tout au long de la campagne mais les densités étaient souvent très peu élevées. Cependant vers fin Août-début Septembre, les prospections menées dans le Hodh El Charghy le long de la frontière avec le MALI ont révélé des densités de larves "*Oedaleus senegalensis*" (OSE) atteignant 120/m² dans les pâturages et les formations dunaires. Des indices font craindre qu'il n'en soit ainsi également dans le Hodh El Gharbi et l'Assaba. Des dégâts importants ont été signalés sur le petit Mil dans la zone de Djiguenni mais la situation reste dans l'ensemble calme (notamment dans le Guidimaka). Des attaques d'autres déprédateurs comme "*Acigona ignefusalis*", "*Raghuva albijunetella*" et les Meloides ont causé d'importants dégâts sur le Mil le long de la frontière avec le MALI, le Sud de l'Assaba et dans le Département de Maghana (Gorgol).

La situation pastorale est restée moyenne et même médiocre dans certaines zones pastorales. Les pâturages ont connu jusqu'à la 2ème décennie d'Août une progression très faible et une amélioration ne s'est dessinée qu'à partir de Septembre et de façon nette à la 2ème décennie, notamment dans les deux Hodhs, l'Assaba, le Guidimaka et une partie du Gorgol. La reconstitution des points d'eau s'est effectuée très timidement. En conséquence, les mouvements de transhumance habituels vers le Sud (SENEGAL) et l'Est (MALI) ont été assez importants. La situation zoosanitaire a été marquée par quelques foyers d'épizooties mais isolés. Des campagnes de vaccinations menées contre les grandes maladies courantes ont permis de maîtriser la situation.

Les perspectives de récoltes restent assez moyennes, ce d'autant plus que la décrue est incertaine cette campagne à cause de la retenue effectuée au niveau du barrage de Mamantali. De bonnes récoltes peuvent être espérées des premiers semis, mais elles seront moyennes à médiocres en ce qui concerne les semis et ressemis tardifs.

Les prévisions de production devraient se situer au plus au même niveau que la campagne dernière. Elles sont évaluées à quelques 140.000 Tonnes de céréales (cf tableau n° 5) soit en régression légère de 4 % par rapport à la campagne passée (cf tableau n° 6). La répartition par type de céréales serait de 92.000 T pour le Mil-Sorgho, 1000 T pour le Maïs, 34 T pour le Riz paddy et 13 T pour les autres céréales non précisées (cf tableau n° 5).

La situation alimentaire prévisionnelle situe le déficit brut à 211.000 Tonnes (cf tableau n° 8) en plus des 50.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). Ce déficit pourrait être partiellement couvert par les stocks report de quelques 82.000 Tonnes et les prévisions d'importations qui atteindraient environs 140.000 Tonnes. Il se dégagerait alors un déficit net de 39.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

NIGER

La campagne 1986/1987 a été marquée par un retard important dans l'installation de l'hivernage. Les premières pluies ont été enregistrées en fin Mai et début Juin mais l'hivernage ne s'est installé définitivement que

dans la 2ème quinzaine de Juillet. Pour certaines zones, la sécheresse a persisté pratiquement jusqu'à la fin de la 2ème décennie d'Août. Le retard a été exceptionnellement important au niveau du département de Zinder où la partie Sud a accusé un retard de deux mois par rapport à 1986. Les précipitations étaient non seulement insuffisantes mais mal réparties dans l'espace et le temps. Une étude prospective de la Météorologie Nationale réalisée à la fin du mois de Juillet avait même conclu que pour la période de début Août à la fin de l'hivernage, les chances de satisfaction des besoins en eau des cultures n'étaient que de 25 % et cela pour toutes les zones à semis tardifs soit plus de 60 % du territoire national. C'est seulement en fin Aout et début Septembre que le pays a connu une bonne pluviométrie : jusqu'à la fin de la 3ème décennie d'Août la situation pluviométrique était déficitaire par rapport même à 1984. Certaines zones ont bénéficié d'une pluviométrie favorable notamment le Sud Niamey, le centre et le Sud de Dosso, l'Extrême Sud de Tahoua. Cependant, à la date du 10 Octobre, la situation pluviométrique était toujours déficitaire par rapport à 1986 dans la majeure partie des zones agricoles notamment de Bagaroua, Galmi, Madarounfa, Malaoua, Mirriah, Maradi, Tillabery et Bengou. Les pluies se sont arrêtées depuis la 2ème décennie d'octobre.

L'approvisionnement en intrants agricoles s'est fait correctement. Leur niveau d'utilisation ne semble pas avoir varié sensiblement par rapport aux autres campagnes. Les besoins en semences ont été certainement plus importants cette année à cause des nombreux ressemis effectués. Mais fort heureusement les disponibilités étaient suffisantes.

La préparation des champs a été faite à temps. Les premiers semis ont été effectués en fin Mai-début Juin. Ils ont été suivis par une longue période de sécheresse variant de 30 à 55 jours entre le début de la 2ème décennie de Juin et la fin de la 2ème décennie de Juillet. Cette situation a conduit à des ressemis dans la majorité des zones de premiers semis à l'exception du Centre Ouest de Gouré, du Centre de Keita et Madaoua et du Sud de Gaya, Kolo et Say. Le retour des pluies dans la 2ème quinzaine de Juillet a favorisé la généralisation des semis dans tout le reste du territoire.

Le développement des cultures a beaucoup souffert de l'état de la pluviométrie. Ce n'est qu'en fin Juillet que la zone agricole du pays dans son ensemble a bénéficié de conditions hydriques favorables à la croissance des cultures. Ces conditions ont prévalu jusqu'en fin Août sauf dans quelques zones comme Tillabéry, Ouallam, Tessaoua et Gouré. La situation s'est détériorée vers la fin de Septembre période durant laquelle le Département de Diffa a connu de sérieux problèmes. D'une manière générale, la végétation dans l'ensemble est très hétérogène à cause de cette mauvaise répartition des pluies. Les stades de développement des cultures s'échelonnent de la levée à la maturation. Dans ces conditions, il est à craindre que certaines cultures ne puissent accomplir leur cycle avant l'arrêt des pluies.

La situation phytosanitaire a été moins grave qu'en 1986. Elle est dominée par le problème acridien. Tous les départements ont connu à des degrés divers le problème des sauteriaux. Les plus importants traitements ont concerné les départements de Maradi (68 %) Zinder (23 %) Agadez (13 %) et Tahoua (11 %). A la date du 10 Octobre 253.000 Ha ont été traités. Les

premières éclosions ont été enregistrées en Mai-Juin, puis la situation s'est calmée jusqu'en Août. A partir de cette date tous les départements sauf Niamey ont connu des infestations plus ou moins importantes. Un autre problème observé est celui du criquet pèlerin dans le Département d'Agadez. Cette situation s'est aggravée en début octobre avec des déplacements d'essaims adultes. Les interventions terrestres et aériennes se poursuivent dans l'Air et le long du Telwa. Le cas de la chenille mineuse a été également préoccupant durant cette campagne surtout dans les départements de Niamey, Maradi et Dosso. D'une façon générale la situation phytosanitaire a été bien maîtrisée cette année à cause de l'importance et de l'efficacité des moyens utiles, mais des risques de réinfestation ne sont pas totalement exclus.

La situation de l'Elevage va certainement subir les conséquences de l'insuffisance et de l'irrégularité des pluies. Les pâturages herbacés sont très hétérogènes et en général peu satisfaisants dans la zone pastorale. Dans l'ensemble du pays, on peut distinguer deux situations : les départements où la situation peut être qualifiée de moyenne quoique hétérogène (Dosso, Maradi, Tahoua, Zinder) et ceux dont la situation est sujette à préoccupation (Agadez, Diffa, Niamey Nord). Le développement du pâturage arboré utilisé surtout par les caprins et les camelins a été régulier. Les disponibilités en sous produits agricoles (tiges de céréales, de légumineuses, etc...) ne sont pas non plus négligeables. Cependant, le remplissage des points d'eau naturels s'est déroulé de manière irrégulière à cause de l'état de la pluviométrie. Le niveau de remplissage est nettement inférieur à celui de la précédente campagne. La situation sanitaire du cheptel est satisfaisante dans son ensemble. Il y a eu quelques cas de variole ovine, de charbon symptomatique, de fièvre aphteuse et de pasteurellose. Au titre de la prévention, 1.257.000 bovins ont été vaccinés contre la peste et la peripneumonie, 2.280.000 ovins-caprins ont été prémunis contre la peste, soit respectivement 60 % et 27 % du cheptel national.

Les perspectives de production de céréales au Niger vont être probablement inférieures à celles de l'année passée. Les problèmes de semis rencontrés en début de campagne ont conduit à des abandons. Ce qui va se traduire par une diminution des superficies surtout du Mil. De plus l'irrégularité des pluies affectera sûrement les rendements. Les zones qui seront les plus touchées sont : département de Niamey (Ouallam, Fillingué, Tillabery, Nord Maradi, extrême Nord Ouest de Dosso, Nord Zinder). Les zones de bonne production seront : Niamey (Kolo, Say), sud Dosso, Tahoua (Madaoua) Zinder (Tanout). Le retard de la campagne va certainement entraîner une augmentation de la production de sorgho et de Niébé.

Les perspectives de production en céréales totales 1987/88 ont été estimées à 1.448.000 T (cf tableau n° 5). Cela correspond à une diminution de 21% par rapport à la production de 1986/1987 (cf tableau n° 6). La répartition par type de céréales donne 1.379.000 T pour le Mil/Sorgho, 9.000 T pour le Maïs et 60.000 T pour le Riz paddy (cf tableau n° 5).

La situation alimentaire prévisionnelle fait ressortir un déficit brut de 243.000 Tonnes (cf tableau n° 8) s'ajoutant aux 80.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). Les stocks report estimés à 50.000 Tonnes et les prévisions d'importations de quelques 105.000 Tonnes permettraient de situer le déficit net aux environs de 168.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

SENEGAL

La saison a démarré de façon précoce dans le Sud Est et légèrement tardive dans le Centre et le Nord. Une pause d'une dizaine de jours a été observée début Août avant que les pluies ne reprennent en étant plus abondantes et plus régulières sur la majeure partie du pays notamment aux deux dernières décades d'Août et pendant tout le mois de Septembre. De ce fait, les déficits observés par endroits ont été résorbés. Les pluies se poursuivaient encore à la 2ème décade d'Octobre dans certaines zones et le cumul saisonnier à cette période était comparable presque partout à la Normale 51-80 et à celui de l'année dernière mais avec une meilleure répartition spatio-temporelle.

La préparation de la campagne a été marquée par l'entrée en vigueur de la nouvelle politique agricole avec une responsabilisation plus accrue des producteurs. De ce fait, malgré les quantités importantes de facteurs de production (semences, engrais surtout) mises en vente, la faiblesse du crédit agricole due au démarrage encore timide de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, et des moyens financiers propres des producteurs, a limité la satisfaction des besoins réels. Cependant les importantes réserves personnelles de semences d'arachide et de céréales traditionnelles constituées suite aux bonnes récoltes des deux campagnes passées, ont pu couvrir. Par contre, l'engrais et les pesticides ont fait grandement défaut au niveau des exploitants réduisant les doses utilisées à des niveaux jugés par eux rentables. Il importe de signaler la dégenérescence de plus en plus prononcée des semences pour toutes les céréales y compris le Riz et la vétusté des équipements de culture attelée (houes, semoirs) du fait qu'ils ne sont pas renouvelés depuis plusieurs années.

Les semis ont été effectués à temps et même avec une certaine précocité à certains endroits des zones Sud et Sud-Est. Les semis ont été quelque peu tardifs dans les zones Centre et surtout Nord où de nombreux ressemis ont été observés suite à des périodes prolongées de sécheresse notamment dans les localités de Saint-Louis, Podor et en partie Louga. Des goulots d'étranglement ont été signalés dus à un enherbement excessif presque partout lors des premiers sarclages de champs de céréales et des semis de cultures d'arachide. Les paysans ont souvent privilégié les seconds travaux par rapport aux premiers. Vers mi Octobre, les récoltes de céréales (sauf le Riz) ainsi que celles de l'arachide étaient en cours dans les zones Sud, Sud Est et Centre Sud. La préparation des terrains, des lits de semis et des pépinières avait démarré dans la vallée du Fleuve pour les cultures de contre-saison froide.

Malgré les conditions pluviométriques bien souvent favorables, le développement des cultures a été handicapé par l'excès d'eau dans les zones Sud et Sud Est et par des déficits hydriques intermittents parfois prolongés dans des endroits localisés de la zone Nord (Podor). L'enherbement incontrôlé a été également néfaste. Cependant la saison des pluies s'étant

prolongée jusqu'en Octobre, la plupart des cultures (même les semis tardifs de Riz irrigué à Podor et localement de Niébé à Louga) devraient boucler leur cycle.

La situation phytosanitaire est demeurée dans l'ensemble assez calme. Les attaques signalées çà et là ont été assez bien maîtrisées grâce aux interventions des équipes décentralisées de la Direction de la Protection des Végétaux appuyées en cas de besoin par des brigades du niveau central. Les dégâts ont été globalement peu significatifs, causés pour une grande part par les sauteriaux à Linguère, Thiès et Kaolack et par les pucerons sur l'arachide et le Niébé un peu partout dans le pays. Ces derniers ont pratiquement disparus avec les pluies abondantes de fin Août. Des attaques de moindre importance de cantharides et de chenilles et plus sérieuses de rats sur semences et jeunes pousses ont été également rapportées. Les menaces d'oiseaux granivores persistent dans la vallée du fleuve sur les cultures en maturation.

La situation pastorale a été assez satisfaisante. Les pluies précoces ont permis la régénération des pâturages et la reconstitution des points d'eau au moment où ceux-ci commençaient à s'épuiser. Cependant il ya lieu de signaler l'envahissement des pâturages au mois d'Août par l'espèce "Zornia glochidiata" qui cause chaque année beaucoup de mortalités dans le cheptel surtout en début de végétation et au moment de la floraison. La santé animale n'a inspiré aucune inquiétude tout au long de la campagne.

L'appréciation des perspectives de récoltes par rapport à la campagne dernière fait ressortir que les superficies sont en légère augmentation pour toutes les céréales (ce qui confirme d'ailleurs les premières prévisions chiffrées de la Division des statistiques Agricoles). Les rendements par contre restent en dessous des niveaux qu'aurait pu permettre la bonne saison pluviométrique, en raison de l'enherbement excessif, du manque d'engrais et de la dégénérescence des semences. par ailleurs les cultures de décrue dans la vallée du fleuve sont incertaines cette année car liées au fonctionnement du barrage de Manantali.

Les productions prévisionnelles brutes sont estimées à quelques 1.004.000 T toutes céréales considérées (cf tableau n° 5) soit une augmentation de 13 % par rapport à la campagne dernière (cf tableau n° 6). Elles se répartissent comme suit : 753.000 T pour le Mil-Sorgho, 121.000 T de Maïs et 130.000 T de Riz paddy (cf tableau n° 5).

La situation alimentaire prévisionnelle fait état d'un déficit brut de 498.000 Tonnes (cf tableau n° 8) en plus des 85.000 Tonnes à prévoir pour la reconstitution des stocks (cf tableau n° 9). Ce déficit global pourrait être couvert par les quelques 111.000 Tonnes de stocks report et par les 430.000 Tonnes de prévisions d'importations. Il se dégagerait alors un déficit net de quelques 42.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

TCHAD

Entre fin Mai et début Juin, de très fortes quantités de pluies se sont abattues dans tout le pays donnant ainsi l'impression d'une amorce d'une campagne exceptionnellement pluvieuse. En cinq jours, certaines stations ont enregistré 200 mm de pluie. Puis ce fut une coupure brusque et très

longue. Une sécheresse a alors persisté pendant 50 à 60 jours. Mais à partir de la 2ème décade de Juillet, la situation pluviométrique se différencie à partir d'un axe N'Djaména-Bokoro-Mongo-Am.Dam. Au Nord de cet axe et dans toute la zone Sahélienne, la sécheresse persiste pratiquement jusqu'à la 1ère décade d'Août. Au Sud de cet axe, on assiste à une relative amélioration dans la zone Soudano-Sahélienne sauf dans le Chari Baguirmi où subsistent quelques poches de sécheresse autour de Ndjaména et sur l'axe N'Djaména-Massaguet. La zone Soudanienne a connu une pluviométrie globalement satisfaisante au cours de la 3è décade de Juillet. La pluviométrie s'est généralisée dans tout le pays à partir de la 2ème décade d'Août, et jusqu'à la fin de la 1ère décade de Septembre le pays a connu une bonne pluviométrie assez bien répartie quoique toutes les stations agrométéorologiques montrent un déficit important (20 à 100 mm) par rapport à la dernière campagne. Durant les deux dernières décades de Septembre, on a observé une dégradation progressive de la situation du Nord vers le Sud. La sécheresse s'installe définitivement dans la zone Sahélienne. Les pluies qui y sont enregistrées sont nulles voire insignifiantes au cours de la 3ème décade de Septembre. La zone Soudanienne par contre continue d'être bien arrosée. Les déficits par rapport à la campagne 86/87 ont été considérablement réduits. Les pluies tombées en début du mois d'Octobre et pour lesquelles la mission n'a pas d'informations précises vont certainement contribuer à améliorer davantage cette situation. En résumé, on peut retenir que la pluviométrie de la campagne 86/87 est certainement moins bonne que la précédente campagne qui a été nettement au-dessus de la normale. Cependant, elle est globalement satisfaisante en zone Soudanienne. En zone Sahélienne, elle est restée insuffisante et irrégulière.

La présente campagne a bénéficié des disponibilités importantes en semence en raison des bonnes récoltes obtenues l'année précédente. Cependant, l'acquisition des semences et autres intrants agricoles a été quelque peu handicapée par un manque de moyens dû aux difficultés de commercialisation des produits de la dernière campagne. La préparation de la campagne a surtout porté sur les dispositions prises par les autorités pour lutter contre les sauteriaux et autres déprédateurs compte tenu de l'ampleur de ce fléau durant la campagne passée.

Les premiers semis ont été effectués dès les premières pluies de fin Mai début Juin dans tout le pays. Cependant la faible pluviométrie qui s'en est suivie a perturbé et ralenti les travaux champêtres en particulier dans les zones Sahélienne et Sahelo-Soudanienne. Des semis à sec et ressemis se sont alors poursuivis jusqu'à mi-Août. On a assisté à plusieurs abandons dans le Nord et à des reconversions des superficies céréalières en superficies des oléagineux dans le Sud. Les superficies des oléagineux ont doublé durant cette campagne.

Le développement des cultures au TCHAD a été sérieusement marqué par la perturbation survenue dans la pluviométrie entre début Juin et début Août. Dès la 1ère décade de Juin, on a observé un flétrissement des cultures dans les zones Sahélienne et Sahelo-Soudanienne. Deux poches de sécheresse ont été particulièrement identifiées aux environs d'Ati et Abéché. A cette époque, les plantes étaient au stade de levée et de tallage. Certaines variétés précoces de Maïs commencent à former des épis. Par la suite, la situation agrométéorologique continuant à se dégrader, on a assisté à des flétrissements de plus en plus importants et même à des dessèchements. Les premiers semis ont été détruits. Les cultures dans les ouaddis sont les

seules survivantes des premières pluies. De fin Juillet à début Août, la situation devenait de plus en plus inquiétante. Il apparaissait que même si le mois d'Août devenait pluvieux, il était trop tard pour un développement normal des cultures. La saison finissant habituellement aux environs du 15 Septembre la plupart des cultures ne boucleraient pas leur cycle dans la zone Sahélienne, en particulier dans les zones les plus touchées par la sécheresse à savoir le Nord Kanem et le Biltine. La zone Soudanienne par contre a connu un développement des cultures globalement satisfaisant. La sécheresse reste très localisée dans le Nord Mayo Kébbi et une partie de la Tandjilé. Les cultures ont plutôt souffert d'un manque d'entretien dû à un manque de moyens. Le développement des cultures s'est amélioré avec la reprise des pluies en Août mais au prix d'une diminution importante des superficies semées.

La situation phytosanitaire est dominée par les attaques de sauteriaux. Les premières éclosions ont apparu fin Mai début Juin. Ces éclosions ont confirmé les résultats des prospections. On évaluait les dégâts sur le Mil à cette époque au stade de levée entre 25 et 75 %. La rupture des pluies entre Juin et Juillet a atténué l'importance des dégâts. En fin Juillet début Août, de nouvelles éclosions ont lieu dans le BET. La situation n'a pas été totalement circonscrite à cause du retard d'approvisionnement de certaines zones mais surtout de l'insuffisance des disponibilités en produits. Au début du mois de Septembre, on évaluait les superficies attaquées à 117.000 Ha principalement dans le Moyen Chari (vallée de Mandou) le Batha (Djedda et Oum Hadjer) et le Guerra. Les superficies traitées étaient de 23.000 Ha. Parallèlement à ces attaques de sauteriaux on a également assisté à des dégâts causés par des rongeurs dans les préfectures de Ouaddai, Chari Baguirmi, Batha, Salamat et Kanem. Il y a aussi quelques attaques de chenilles dans le Chari-Baguirmi et de striga localisé dans le Sud. En résumé la situation phytosanitaire a été certes préoccupante durant cette campagne mais les dégâts sont moins importants que ceux de l'année dernière en raison des dispositions prises par les autorités et leurs effets sur les récoltes seraient semble-t-il moins importants que ceux qui résulteraient de la mauvaise pluviométrie.

La situation sanitaire du cheptel est caractérisée par la persistance de la dermatose modulaire sur les boeufs de labour dans le secteur de Kouma. Les cas de peste et de péripneumonie sont limités, mais les foyers de trypanosomiase, de fièvre charbonneuse et de pleuropneumonie contagieuse des petits ruminants sévissent respectivement dans la zone Soudanienne, le Centre Ouest et le Sud-Est et dans la zone Sahélienne. La situation des pâturages et points d'eau est satisfaisante dans le Sud mais au Nord l'alimentation du bétail ne se fera pas sans difficultés.

Les difficultés de semis liées à la configuration de la pluviométrie vont contribuer à une diminution considérable des superficies semées et surtout récoltables en particulier dans la zone Sahélienne notamment dans le Kanem, le Chari Baguirmi (autour de N'Djamena) le Guerra et le Ouaddai. Les rendements vont vraisemblablement être affectés par l'irrégularité des pluies, le problème phytosanitaire et le manque d'entretien des cultures dans la zone Soudanienne. Dans ces conditions, la production sera de toute évidence inférieure à celle de la campagne 86/87 et se différenciera de façon considérable du Nord au Sud. Elle sera globalement satisfaisante en zone Soudanienne et passable à médiocre en zone Sahélienne. De plus la répartition des pluies ayant été irrégulière dans l'espace et le temps, des

déficits localisés vont probablement exister dans tout le pays en dépit des disponibilités probables de stocks paysans pour lesquelles aucune information précise n'est disponible.

La production totale de céréales est estimée à 572.000 Tonnes dont 473.000 T pour le Mil-Sorgho, 28.000 T pour le Maïs, 42.000 T pour le Riz et 29.000 T pour le Berbéré (cf tableau n° 5). Elle accuse une diminution de 22 % par rapport à la campagne dernière (cf tableau n°6).

La situation alimentaire prévisionnelle situe le déficit brut à 261.000 Tonnes (cf tableau n° 8). Ce déficit pourrait être résorbé en partie par les stocks report estimés à 120.000 Tonnes et par les prévisions d'importations qui atteindraient 50.000 Tonnes (cf tableau n° 9). Il en résulterait alors un déficit net de quelques 91.000 Tonnes (cf tableau n° 9).

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

IV.1. CONCLUSIONS.

L'analyse des bilans de la campagne de commercialisation 1986/87 et de la campagne agro-pastorale 1987/88 permet de dégager les points saillants suivants :

- * la campagne de commercialisation 1986/87, comme les précédentes met en exergue la désharmonie entre les missions des organismes céréaliers, les moyens mis en oeuvre et les réalités du marché céréalier.

- * Il est dorénavant acquis que le seul Etat ne peut tout faire et qu'il faut de plus en plus clarifier les règles du jeu permettant au secteur non public (commerçants et organisations paysannes) de participer largement à la commercialisation des céréales locales. Ainsi, le rôle principal de l'Etat serait de se doter de moyens adéquats pour moraliser le comportement des autres agents économiques même si son intervention directe et permanente s'avère indispensable pour approvisionner les marchés sociaux et les zones éloignées et structurellement déficitaires.

- * Cependant, les nombreuses années de pratique monopolistiques couplées à la crainte de dérapage du secteur privé pouvant entraîner l'insécurité alimentaire des populations n'ont pas permis de faire la distinction entre "l'Etat en tant que puissance publique et l'Etat en tant qu'agent économique". On assiste alors très souvent à une symbiose d'efforts de libéralisation et de politiques de commercialisation et de prix rigides faisant perdre aux organismes céréaliers toute efficacité face à la concurrence serrée du secteur privé ainsi que l'atteste leur niveau d'intervention tant à l'achat qu'à la vente (cf. tableaux N° 1 et 3).

Egalement cette rigidité et le manque d'informations adéquates n'ont pas favorisé la réalisation d'échanges triangulaires quand bien même le besoin existait. En effet, les Etats du CILSS ont importé 874.400 Tonnes de céréales dont 337.600 T commercialement et 536.800 T en aide alimentaire alors que 327.000 T mobilisables étaient disponibles dans la sous-région (Cf. tableau n° 2).

* Comme corollaire à ces points, le secteur public démarre la campagne de commercialisation 1987/88 avec des stocks reports aussi importants que ceux de la campagne écoulée (Cf. tableau N° 4).

Cette situation annonce la même contrainte que l'année dernière à savoir la réduction de la capacité d'intervention des organismes céréaliers qui n'augure guère de bonnes perspectives pour la présente campagne.

* La saison des pluies 1987 peut être jugée globalement satisfaisant dans les Etats du Sahel Ouest, moins bonne à moyenne dans ceux du Sahel Est. Malgré des pluies anormalement précoces presque partout, elle s'est installée de façon définitive avec un léger retard dans les premiers et s'y est poursuivie jusqu'en Octobre donc au-delà des limites habituelles, alors que dans les seconds ce retard a été en général assez important et même fatal dans certaines zones.

* Les besoins en semences de céréales traditionnelles ont pu être satisfaits grâce surtout aux importantes réserves personnelles constituées à la suite des bonnes récoltes des deux dernières campagnes. Par contre en ce qui concerne les semences du Riz et des cultures de rente, les engrais et les pesticides, des difficultés d'approvisionnement ont été généralement constatées inhérentes soit à l'insuffisance des disponibilités soit à la faiblesse du crédit agricole.

* Les attaques parasitaires notamment de sauteriaux n'ont pas atteint l'ampleur de la campagne dernière car les recommandations consistant à prendre des dispositions en vue de jogguler ce fléau ont été assez bien suivies dans la plupart des Etats. D'autres déprédateurs inattendus ont sévi à certains moments dans quelques Etats mais les dégâts restent dans l'ensemble économiquement peu significatifs.

* Le développement des cultures a été généralement handicapé par l'insuffisance ou le manque d'engrais, par la dégénérescence des semences notamment des céréales traditionnelles et par les attaques de déprédateurs localement. L'enherbement incontrôlé dans les Etats du Sahel Ouest et les pauses pluviométriques prolongées occasionnant des déficits hydriques importants dans certaines zones du Sahel Est ont constitué également des facteurs très limitants.

* La production céréales globale brute a atteint un niveau qui peut être jugé moyen car situé entre ceux des mauvaises campagnes de 1981/82 à 1984/85 et des deux bonnes dernières campagnes. par rapport à la campagne passée, les Etats du Sahel Ouest enregistrent une augmentation de 14 % alors que ceux du Sahel Est connaissent une baisse de 18 %. Cela se traduit pour l'ensemble du sahel par une diminution globale de 12 %.

* La situation alimentaire prévisionnelle dégage un déficit brut de quelques 1.490.000 Tonnes (Cf. tableau N° 8). Cela démontre de façon éloquentte que l'objectif d'autosuffisance alimentaire que se sont fixés les Etats-membres, est loin d'être atteint. Cependant il reste du domaine du possible sous réserve que certaines conditions pouvant conduire soient souplement scrupuleusement respectées (voir recommandations). En tenant compte des besoins pour la reconstitution des stocks, des stocks report et des prévisions d'importations, l'aide alimentaire prévisionnelle, pour l'ensemble du sahel pourrait atteindre quelques 206.000 tonnes (cf tableau

n° 9). Il reste entendu qu'au niveau de chacun des Etats, l'important problème de la mobilisation des excédents locaux est à prendre en considération.

IV.2. RECOMMANDATIONS

Sur la base des éléments précédents d'une part et conformément à la stratégie révisée du CILSS et des recommandations du Colloque de Mindelo d'autre part, les recommandations suivantes sont à retenir :

a) Relancer l'agriculture Sahélienne par les mesures opportunes suivantes qui s'imposent à la lumière de l'analyse des principales conclusions du bilan :

- . Assurer et faciliter l'approvisionnement des agriculteurs en inputs (semences, engrais et pesticides) par une augmentation des disponibilités de façon à pouvoir répondre aux besoins exprimés, et par une politique appropriée de crédit agricole.

- . Accroître les moyens des services semenciers nationaux afin de pouvoir remédier à l'épineux problème de dégénérescence des semences par leur renouvellement de façon régulière.

- . Maintenir et accroître si possible les moyens actuels des services nationaux de protection des végétaux afin de les rendre encore plus opérationnels.

- . Poursuivre la recherche de variétés performantes permettant de tirer le maximum de profit des conditions agro-climatiques bien souvent imprévisibles du Sahel.

b) Prendre et/ou renforcer les mesures appropriées pour mobiliser les excédents locaux en vue d'une meilleure stabilisation du marché céréalier. Dans ce cadre, un accent particulier doit être mis sur :

- la motivation du secteur non public à participer largement dans la commercialisation des céréales par la mise en place de mécanismes de soutien des diverses opérations (achats et ventes, importations et exportations, stockage et transformation) ;

- la dynamisation des organisations paysannes pour renforcer leur pouvoir de négociation d'une part et leur permettre de soutenir la compétition avec les commerçants privés d'autre part ;

- la mise en place de dispositifs efficaces de détermination de fourchettes de prix d'intervention du secteur étatique qui tiendraient compte des coûts de production de la tendance des marchés et des frais d'approche des organismes céréaliers ;

- la rationalisation de l'intervention des structures étatiques de commercialisation et la clarification de leurs missions compte tenu des moyens disponibles et des réalités du marché ;

- l'arbitrage entre les différents intervenants dans la mise en place des politiques céréalières en restructurant les organismes céréaliers de manière qu'ils soient de vrais "clearing houses" dotées de moyens adéquats pour d'une part une meilleure connaissance des circuits de commercialisation et des marchés et d'autre part une diffusion régulière des informations nécessaires aux autres agents économiques du secteur céréaliier ;

- l'incitation, avec l'appui des fonds de contre-partie, des banques dans la commercialisation des céréales par des mécanismes de garantie et de sécurisation.

c) Persévérer dans le ravitaillement des marchés sociaux et des zones déficitaires et éloignées.

d) Développer et dynamiser les échanges régionaux pour d'une part assurer des débouchés sûrs aux céréales locales et d'autre part renforcer la solidarité sahélienne. Ce qui englobe :

* Pour les Etats-Membres

- l'amélioration des prévisions de récoltes et de consommation des céréales locales et la mise à disposition rapide des informations au CILSS ;

- la programmation rigoureuse des importations en céréales et des aides alimentaires en contournant autant que faire se peut ses effets négatifs que les productions nationales ;

- l'harmonisation des politiques de commercialisation nationales dans le cadre d'un espace régional protégé ;

- l'élimination des entraves administratives et juridiques à la circulation des céréales locales dans la sous-région.

* Pour le Secrétariat Exécutif du CILSS

- le renforcement de son appui aux structures nationales d'amélioration des instruments de diagnostic permanent et de commercialisation des céréales en vue de la collecte et de la diffusion rapide d'informations fiables par la mise en oeuvre rapide du réseau Régional de Sécurité Alimentaire ;

- la poursuite des études relatives à la création d'un espace régional céréaliier protégé ;

- la finalisation du processus d'harmonisation des méthodologies d'établissement des bilans céréaliiers par l'organisation d'une réunion spécifique sur le guide élaboré.

* Pour la Communauté Internationale

- la programmation pluri-annuelle de l'aide alimentaire pouvant se transformer en aide financière en année de bonne récolte ;

- l'appui à la définition des règles du jeu et des mécanismes opérationnels à mettre en place entre partenaires pour faciliter la réalisation des opérations d'échanges triangulaires. A cet égard, les réalités du marché international exigent la double subvention à l'achat et à l'exportation pour favoriser les échanges commerciaux entre pays excédentaires et pays déficitaires du CILSS.

A N N E X E S

TABLEAU 1.
BILAN CAMPAGNE ACHATS LOCAUX
CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION

PAYS	REALISATIONS 1985/86		PREVISIONS		REALISATIONS 1986/1987		TAUX DE REALISA- 1986/87	TAUX DE VARIATION ANNUELLE	FINANCE- MENT 1986/87	
	AU	(T)	(T)	AU	RIZ	TOTAL				
	M.M.S.	RIZ	M.M.S.	RIZ	M.M.S.	RIZ	TOTAL			
BURKINA FASO	39.008	3.077	60.000	-	21.145	-	21.145	35,24	- 50,69	1.015.392.000
CAP-VERT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GAMBIE	958	3.500	-	-	1.034	4.013	5.047	-	+ 13,21	203.330.550
GUINEE-BISSAU	-	1.468	-	5.000	-	457	457	9,14	- 68,07	53.354.750
MALI	59.860	20.371	25.500	75.053	21.947	65.006	86.953	86,47	- 1,45	7.140.753.000
MAURITANIE	3.010	5.092	7.000	5.500	5.370	18.048	15.410	115,92	+ 90,11	1.614.422.711
NIGER	43.600	11.400	-	7.000	-	13.532	13.532	193,31	- 75,40	1.150.220.000
SENEGAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOCHAD	7.536	-	6.100	-	7.263	139	7.402	91,40	- 1,70	521.750.815
TOTAUX	177.099	52.916	126.400	92.553	60.305	93.195	153.500	70,11	- 33,50	12.223.313.666

SOURCE : CILBS

1 Dalassé = 50 FCFA

1 FCFA = 2,335 pesos

1 UM = 4,864 FCFA

(1) Au Cap Vert, le secteur privé n'intervient pas dans la commercialisation des céréales locales tant la production est faible et ne couvre qu'environ 2 à 3 des besoins.

(2) En Gambie GPMB et la CGU ne fixent généralement pas d'objectifs de collecte. Ils sont disposés à acheter toutes les quantités offertes par le producteur.

TABLEAU

2

SITUATION DES IMPORTATIONS

TONNES

		CAMPAGNE 1985/86			CAMPAGNE 1986/87			
PAYS	IMPORTATIONS		REALISES	BESOINS	REALISATIONS		AU 30/09/87	
				D'IMPORTA-				
	IMPORTA-	AIDE	TOTAL	TIONS	IMPORTA-	AIDE	TOTAL	
	TIONS	ALIMENTAI-			TIONS	ALIMENTAI-		
	COMMERCIA-	RE			COMMERCIA-	RE		
					LES			
BURKINA FASO	53.500	56.900	110.400	90.000	16.000	30.700	46.700	
CAP-VERT	28.000	87.300	107.300	56.000	4.000	70.000	82.000	
GAMBIE	87.700	8.300	96.600	45.000	40.700	25.000	66.000	
GUINEE-BISSAU	1.300	22.500	23.000	17.000	16.500	31.540	48.040	
MALI	93.400	85.100	178.500	80.000	8.200	91.000	99.400	
MAURITANIE	113.900	75.700	189.600	155.000	101.400	79.343	180.743	
NIGER	7.000	83.700	91.500	25.000	1.500	35.900	37.400	
SENEGAL	401.000	110.600	511.600	425.000	154.700	134.500	289.200	
TCHAD	8.700	47.100	55.000	47.000	5.000	42.700	47.700	
TOTAL	787.300	577.200	1.364.500	940.000	337.600	536.800	874.400	

SOURCE : FAO/CILSS

TABLEAU 3

SITUATION DES RAVITAILLEMENTS

PAYS	CAMPAGNE 1985/86			CAMPAGNE 1986/87			TAUX DE VARIATION ANNUELLE (2)
	VENTES (1)	AIDES	TOTAL	PREVISIONS ANNUELLES (1)	REALISATIONS (1)	AIDES DISTRI-BUEES	
BURKINA FASO :	25.578	-	25.578	-	36.000	-	-
CAP-VERT :	-	-	-	-	?	-	-
GAMBIE :	11.402	-	11.402	-	1.983	-	-
GUINEE-BISSAU :	12.876	3.089	15.965	-	12.583	2.632	-
MALI :	16.648	-	16.648	-	71.284	-	-
MAURITANIE :	79	2.939	3.018	-	1.500	-	-
NIGER :	18.270	-	18.270	-	22.459	63.331	-
SENEGAL :	946	-	946	-	2.462	354	-
TCHAD :	4.115	67.198	71.312	-	7.758	27.032	-
TOTAL :	89.986	-	163.132	-	155.929	-	-
						249.277	-

SOURCE : CILSS

(1) Des ravitaillements concernent exclusivement les opérations du secteur public

(2) La situation exacte des aides distribuées n'est pas connue. Des efforts seront déployés pour mener des investigations.

TABLEAU N° 4;

SITUATION DES STOCKS ET DES CAPACITES DE STOCKAGE		TONNES
PAYS	CAPACITE DE STOCKAGE	STOCKS AU 31/11/87
BURKINA FASO	189.350 (1)	90
CAP-VERT	45.000	18
GAMBIE	20.000	12
GUINEE-BISSAU	7.000 (2)	41
MALI	130.000	151
MAURITANIE	123.000	82 (3)
NIGER	214.600	50
SENEGAL	84.000	111
TCHAD	12.400	120
TOTAL	745.350	676

SOURCE : CILSS.

(1) Cette capacité appartient à l'OFNACER.
Les Grands Moulins et Faso Yaar ont leur
propres magasins.

(2) Ces 7 000 T concernent les magasins que
Armazens do povo réserve aux céréales.

(3) Ces stocks ne contiennent pas les aide
alimentaires.

TABLEAU N° 5:

PREVISION DE PRODUCTIONS VIVRIERES BRUTES POUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 1987\1988
EN MILLIERS DE TONNES

PAYS	MIL\SORG.	MAIS	RIZ	FONIO	BLE TOT\	CEREAL.	NIEB\	VAR.	ARACHIDE	AUTRE	VIVR	TOT\
BUKINA	1480	130	22	8	0	1640	0	0	0	0	0	1640
CAP VERT	0	20	0	0	0	20	0	0	0	0	0	28
GAMBIE	85	18	35	1	0	139	0	0	100	0	2	241
GUINEE BIS.	0	0	156	86	0	242	0	0	0	0	0	242
MALI	1133	143	189	17	0	1482	0	0	0	0	0	1482
MAURITANIE	92	1	34	13	0	140	5	0	0	0	5	150
NIGER	1379	9	60	0	0	1448	251	0	0	0	0	1699
SENEGAL	753	121	130	0	0	1004	34	0	847	0	0	1885
TCHAD	473	28	42	29	0	572	0	0	0	0	0	572
TOTAL	5395	470	668	154	0	6687	290	0	947	0	15	7939

SCE:CILBS\FAO

TABLEAU N°6: PRODUCTION CEREALIERE COMPAREE DES PAYS DU CILSS
DE 1981/82 A 1987/88 EN MILLIERS DE T.

PAYS	1981\82	1982\83	1983\84	1984\85	1985\1986	1986\87	1987/88	%1987/88
BURKINA	1270	1210	1011	1119	1584	1925	1640	85,19
CAP-VERT	3	4	3	3	2	12	20	166,67
GAMBIE	99	109	66	89	116	102	139	136,27
GUINEE	126	132	132	165	108	200	242	121
MALI	1107	984	880	760	1669	1763	1482	84,06
MAURITANIE	83	21	16	22	67	146	140	95,89
NIGER	1688	1704	1747	1075	1834	1825	1448	79,34
SENEGAL	923	766	517	706	1241	890	1004	112,81
TCHAD	522	453	489	314	690	730	572	78,36
TOTAL	5821	5383	4861	4253	7311	7593	6687	88,07

SCE:CILSS\FAO

TABLEAU N° 7 :

RESULTATS DEFINITIFS DE PRODUCTIONS VIVRIERES BRUTES AU SAHEL
POUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 1986/1987.

PRODUITS PAYS	MIL/SORGHO	MAIS	FONIO	RIZ PADDY	CEREALES NON PRECI- SEES	TOTAL CEREALES	NIEBE	AUTRES	TOTAL PAR PAYS
BURKINA FASO	1.598.000	27.000	8.000	158.000	134.000	1.925.000	0	0	1.925.000
CAP VERT	0	12.130	0	0	0	12.130	0	6.033	18.163
GAMBIE	60.100	17.300	200	24.500	0	102.100	0	0	102.100
GUINEE-BISSAU	75.000			125.000	0	200.000	0	0	200.000
MALI	1.309.913	215.647	16.564	221.055	0	1.763.179	5.700	3.500	1.763.179
MAURITANIE	109.900	3.400	0	33.000	0	146.300	292.935	0	155.500
NIGER	1.743.559	6.176	0	75.432	0	1.825.167	54.863	0	2.118.102
SENEGAL	633.726	107.870	2.641	146.000	0	890.237	6.298	0	945.100
TCHAD	660.148	9.285	2.108	30.969	27.066	729.576		0	735.874
TOTAL SAHEL PAR PRODUIT	6.190.346	398.808	29.513	813.956	161.066	7.593.689	359.796	9.533	7.963.018

TABLEAU N° 8

BILAN PREVISIONNEL CEREALIER D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE POUR
LA CAMPAGNE AGRICOLE 1987/1988 DANS LES ETATS-MEMBRES.

RUBRIQUES	POP. TOT. ETATS-MEMBRES (1000hbs)	CONS/HT/AN (kg)	BES. ALIM. (1000 T)	PROD. BRUTE (1000 T)	PERT-SEM (1000 T)	PROD. NET. (1000 T)	EXC-DEF BRUT 87/88	EXC-DEF BRUT 86/87
BURKINA FASO	8.644	190	1642	1640	246	1394	-248	22
CAP VERT	350	200	70	20	3	17	-53	-64
GAMBIE	800	164	131,20	139	21	118	-13	-3
GUINEE-BISSAU	930	166	154	243	36	207	52	-36
MALI	7.620	167	1273	1483	222	1261	-12	-9
MAURITANIE	2.000	165	330	140	21	119	-211	-208
NIGER	6951	212	1476	1448	217	1231	-245	-53
SENEGAL	7000	193	1351	1004	151	853	-498	-646
TCHAD	5295	141	747	572	86	486	-261	-60
TOTAL ETATS CILSS	39.590		7.174	6.689	1.003	5.686	(1.489)	(1.057)

NOTE : Pertes et réserves semences estimées à 15 % productions brutes.

* Zone Saharienne : 80 Kg/ha/an/Zone Sahélienne : 135 kg/ha/an

Zone Soudanienne : 150 kg/ha/an

** Sedentaire : 220 kg/an/ha

Autres : 190 Kg/an/ha

*** Si on ne tient pas compte de la production de Riz, le déficit brut se chiffre
à : 302.345 Tonnes.

TABLEAU N° 3: BIBILAN CEREALIER DE SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL 1987/88 PREVISIONNEL 17/11/8

	BURKINA	CAP_VERT	GUINEE.B	GAMBIE	MALI	MAURITA	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL
I DISPO.TOTALE	1730	38	284	151	1634	222	1498	1115	692	7364
A STOK INITIA	90	18	41	12	151	82	50	111	120	675
PAYSAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMMERCEANT	0	0	0	0	36	29	0	100	0	165
STAB.VENTES	55	18	41	12	65	51	22	0	120	384
URG.DIST.GR	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
SECURITE	35	0	0	0	50	2	27	11	0	125
AUTRE STOK.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B PROD. BRUTE	1640	20	243	139	1483	140	1448	1004	572	6689
II EMPLOIS	1938	95	210	160	1575	401	1771	1587	833	8570
A CONS.HUMA.	1642	74	154	131	1273	330	1474	1351	747	7176
POP.URBAINE										
CONS\habit										
TOT CONS URB.										
POP.RURALE										
CONS\habit										
TOT CONS RUR.										
POP.TOTALE	8644	350	930	800	7620	2000	6951	7000	5295	39590
CONS\habit	190	212***	166	164	167	165	212**	193	141*	
CONS.TOTALE	1642	74	154	131	1273	330	1474	1351	747	7176
B TRANSFORMATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALIM.BETAIL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSF.N.ALIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSF.ALIM.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C PERTES/SEMENCE	246	3	36	21	222	21	217	151	86	1003
D EXPOTATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPOT.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPOT.N.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
E RECONST.STOK	50	18	20	8	80	50	80	85	0	391
STOK PAYSAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STOK COMMERCE	0	0	0	0	0	0	0	45	0	45
STOK SECURITE	25	18	20	8	40	25	80	40	0	256
STOK URGENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STOK STABILIS.	25	0	0	0	40	25	0	0	0	90
III EXCD\DEF.BRUT	-208	-57	74	-9	59	-179	-273	-472	-141	-1206
IV IMPORTATION	70	55	20	40	90	140	105	430	50	1000
IMP.PUB.PLAN.	50	5	10	30	0	80	5	300	10	490
IMP.PRIV.PLAN.	0	0	0	0	40	20	0	80	0	140
IMP.N.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIDE STABILIS.	20	50	10	10	50	40	50	50	40	320
AIDE URGENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIDE SECURITE	0	0	0	0	0	0	50	0	0	50
IMP.PIPE LINE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMP.SIG.PROMIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
V EXCD\DEF.NET	-138	-2	94	31	149	-39	-168	-42	-91	-206
VI BESOIN AIDE ALIM.										

SOURCE: CILSS

* ZONE SAHARIENNE : 80 KG/HA/AN
 ZONE SAHELIEENNE : 135 KG/HA/AN
 ZONE SOUDANIEENNE : 150 KG/HA/AN

** SEDENTAIRE : 220 KG/HA/AN
 AUTRES : 190 KG/HA/AN

*** URBAIN : 215 KG/HA/AN
 RURAL : 200 KG/HA/AN

TABLEAU N°III : BILAN CEREALIER DE SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL 1986/87 EX-POST

	BURKINA	CAP_VERT	GUINEE.B	GAMBIE	MALI	MAURITA	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL
I DISPO.TOTALE	2018	34	200	104	1865	251	1984	1057	752	8265
A STOK INITIA	93	16	0	2	102	111	159	112	22	617
PAYSAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMMERCE	0	0	0	0	0	43	0	100	0	143
STAB.VENTES	93	16	0	2	102	68	158	0	22	461
URG.DIST.GR	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
SECURITE	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12
AUTRE STOK.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B PROD. BRUTE	1925	18	200	102	1763	140	1825	945	730	7648
II EMPLOIS	1993	91	221	152	1763	405	1732	1526	939	8822
A CONS.HUMA.	1614	70	150	125	1273	302	1408	1273	709	6924
POP.URBAINE										
CONS\habit										
TOT CONS URB.										
POP.RURALE										
CONS\habit										
TOT CONS RUR.										
POP.TOTALE	8497	332	907	760	7620	1830	6705	6880	5061	38592
CONS\habit	190	212	165	164	167	165	210	185	140	
CONS.TOTALE	1614	70	150	125	1273	302	1408	1273	709	6924
B TRANSFORMATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALIM.BETAIL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSF.N.ALIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSF.ALIM.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C PERTES/SEMENCE	289	3	30	15	264	21	274	142	110	1148
D EXPOTATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPOT.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPOT.N.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
E RECONST.STOK	90	18	41	12	151	82	50	111	120	675
STOK PAYSAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STOK COMMERCE	0	0	0	0	36	29	0	100	0	165
STOK SECURITE	35	0	0	0	50	2	27	11	0	125
STOK URGENCE	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
STOK STABILIS.	55	18	41	12	65	51	22	0	120	384
III EXCD\DEF.BRUT	25	-57	-21	-48	102	-154	252	-469	-187	-557
IV IMPORTATION	47	64	48	66	141	153	38	289	48	894
IMP.PUB.PLAN.	16	5	16	0	0	100	2	155	0	294
IMP.PRIV.PLAN.	0	0	0	41	50	0	0	0	5	96
IMP.N.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIDE STABILIS.	31	59	32	25	91	53	36	134	21	482
AIDE URGENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	22	22
AIDE SECURITE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMP.PIPE LINE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMP.SIG.PROMIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
V EXCD\DEF.NET	72	7	27	18	243	-1	290	-180	-139	337
VI BESOIN AIDE ALIM.										

SOURCE: CILSS

TABLEAU N°9 : BIBILAN CEREALIER DE SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL 1987/88 PREVISIONNEL 17/11/87

	BURKINA	CAP_VERT	GUINEE.B	GAMBIE	MALI	MAURITA	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL
I DISPO.TOTALE	1730	38	284	151	1634	222	1498	1115	692	7364
A STOK INITIA	90	18	41	12	151	82	50	111	120	675
PAYSAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMMERCE	0	0	0	0	36	29	0	100	0	165
STAB.VENTES	55	18	41	12	65	51	22	0	120	384
URG.DIST.GR	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
SECURITE	35	0	0	0	50	2	27	11	0	125
AUTRE STOK.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B PROD. BRUTE	1640	20	243	139	1483	140	1448	1004	572	6689
II EMPLOIS	1938	95	210	160	1575	401	1771	1587	833	8570
A CONS.HUMA.	1642	74	154	131	1273	330	1474	1351	747	7176
POP.URBAINE										
CONS\habit										
TOT CONS URB.										
POP.RURALE										
CONS\habit										
TOT.CONS RUR.										
POP.TOTALE	8644	350	930	800	7620	2000	6951	7000	5295	39590
CONS\habit	190	212***	166	164	167	165	212**	193	141*	
CONS.TOTALE	1642	74	154	131	1273	330	1474	1351	747	7176
B TRANSFORMATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALIM.BETAIL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSF.N.ALIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSF.ALIM.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C PERTES/SEMENCE	246	3	36	21	222	21	217	151	86	1003
D EXPOTATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPOT.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPOT.N.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
E RECONST.STOK	50	18	20	8	80	50	80	85	0	391
STOK PAYSAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STOK COMMERCE	0	0	0	0	0	0	0	45	0	45
STOK SECURITE	25	18	20	8	40	25	80	40	0	256
STOK URGENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STOK STABILIS.	25	0	0	0	40	25	0	0	0	90
III EXCD\DEF.BRUT	-208	-57	74	-9	59	-179	-273	-472	-141	-1206
IV IMPORTATION	50	55	20	40	90	140	105	230	50	780
IMP.PUB.PLAN.	30	5	10	5	0	80	5	100	10	245
IMP.PRIV.PLAN.	0	0	0	25	40	20	0	80	0	165
IMP.N.PLAN.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIDE STABILIS.	20	50	10	10	50	40	50	50	40	320
AIDE URGENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIDE SECURITE	0	0	0	0	0	0	50	0	0	50
IMP.PIPE LINE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMP.SIG.PROMIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
V EXCD\DEF.NET	-158	-2	94	31	149	-39	-168	-242	-91	-426
VI BESOIN AIDE ALIM.										

SOURCE:CILSS

* ZONE SAHARIENNE : 80 KG/HA/AN
 ZONE SAHELIENNE : 135 KG/HA/AN
 ZONE SOUDANIEENNE : 150 KG/HA/AN

** SEDENTAIRE : 220 KG/HA/AN
 AUTRES : 190 KG/HA/AN

*** URBAIN : 215 KG/HA/AN
 RURAL : 200 KG/HA/AN